



REPUBLIQUE DU NIGER
FRATERNITE 6 TRAVAIL - PROGRES



INS - NIGER



Institut National de la Statistique
Ministère de l'Economie et des Finances

Système d'Alerte Précoce
Cabinet du Premier Ministre

ENQUETE CONJOINTE SUR LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES AU NIGER (Janvier 2008)



Avec l'appui de :



INS-SAP Mars 2008



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[**Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features**](#)



LE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
AVANT-PROPOS	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS	iv
INTRODUCTION	1
 PREMIERE PARTIE :OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	 3
1. Objectifs de l'enquête	4
2. Méthodologie de l'enquête	6
2.1 Enquête ménage	6
2.2 Echantillonnage de l'enquête ménage	6
2.3 Enquête village	7
2.4 Echantillonnage de l'enquête auprès des villages	7
3. Personnel de collecte	8
 DEUXIEME PARTIE : CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET RESULTATS DE LA CAMPAGNE 2007/2008	 10
1. Production agricole et pastorale en 2007	11
1.1 Déroulement de la campagne agricole	11
1.2 Résultats de la campagne agricole et pastorale en 2007	12
2. Analyse de l'évolution des prix des céréales	13
2.1 Situation des prix sur les marchés des zones vulnérables (sites sentinelles)	14
2.2 Evolution des prix du mil sur quelques marchés principaux au Niger, au nord Nigeria et au Nord Bénin	14
2.3 Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans	16
 TROISIEME PARTIE : RESULTATS DES ENQUETES	 17
1. ENQUETE AUPRES DES MENAGES	18
1.1 Caractéristiques socio économiques et démographiques des ménages	18
1.1.1 Caractéristiques démographiques des chefs de ménage	18
1.1.2 Caractéristiques socio économiques des chef de ménage	19
1.1.3 Système de vie des ménages	19
1.2. Sécurité alimentaire des ménages et vulnérabilité	20
1.2.1 Disponibilité alimentaire et accès	20
1.2.1.1 Nombre de champs cultivés	20
1.2.1.2 Evolution des superficies cultivées	20
1.2.1.3 Appréciation de la campagne agricole de 2007	20
1.2.1.4 Niveau de récolte en 2007	20
1.2.1.5 Durée des stocks des ménages	20
1.3. Stratégies des ménages pour faire face aux besoins alimentaires	26
1.3.1 Diminution de la quantité de la ration journalière	27
1.3.2 Réduction du nombre de repas journalier	27
1.3.3 Consommation des aliments	27
1.3.4 Inquiétude de manquer de nourriture	27
1.3.5 Manquer de nourriture faute de moyens	27
1.3.6 Consommation d'aliments de pénurie	28
1.3.7 Constitution des réserves de semences	28
1.3.8 Recours inhabituel à l'emprunt pour acheter des produits alimentaires	28
1.3.9 Migration des actifs pour des raisons d'insécurité alimentaire	28
1.3.10 Vente des animaux pour des raisons d'insécurité alimentaire	28
1.3.11 Vente de biens non productifs pour des raisons d'insécurité alimentaire	28



.....	28
.....	28
.....	29
1.4.1 Consommation alimentaire des ménages au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête	29
1.4.2 Moyens de subsistance et consommation alimentaire.....	30
1.4.3 Diversité alimentaire des ménages au cours des 24 H précédant l'enquête	30
1.4.4 Alimentation des enfants de 6 à 24 mois.....	31
1.5.1 Combien de personnes sont en insécurité alimentaire ?.....	33
1.5.2 Qui sont les populations en insécurité alimentaire ?	33
1.5.3 Où sont localisées les populations en insécurité alimentaire ?	34
1.6. Profil d'insécurité alimentaire des ménages	37
1.7. Moyens de subsistance et insécurité alimentaire	40
1.7.1 Niveau d'instruction du chef de ménage et insécurité alimentaire	41
2. RESULTATS DE L'ENQUETE AU NIVEAU DES VILLAGES.....	42
2.1 Appréciation de la campagne agro-pastorale 2007 ó 2008	42
2.1.1 Pâturage et mouvement du bétail	43
2.1.2 Situation alimentaire.....	43
2.1.3 Marchés à bétail	45
2.1.4 Conclusion sur l'appréciation qualitative de la situation alimentaire au niveau des villages	45
2.2 Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans	46
2.3 Conclusion situation nutritionnelle	48
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	49
ANNEXES	51



VANT-PROPOS

Niger en 2005 a mis en lumière la nécessité de renforcer le mécanisme de suivi de la situation alimentaire des ménages dans le Pays. C'est dans ce cadre que le Gouvernement du Niger, avec l'appui de ses partenaires, conduit chaque année en fin de campagne agricole et en début de période de soudure, l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages pour mieux asseoir le diagnostic et dégager les perspectives d'évolution de la situation alimentaire des populations pour les mois à venir. Cette opération, qui se situe dans le cadre du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA), a pour objectif global d'évaluer et de caractériser la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages.

La collecte des données sur le terrain de la présente enquête a été conduite du 25 décembre 2007 au 23 janvier 2008 par l'Institut National de la Statistique (INS), le Système d'Alerte Précoce (SAP) et le SIMA avec l'appui technique et financier des partenaires : Programme Alimentaire Mondial (PAM), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Union Européenne (UE). L'opération a aussi bénéficié de l'appui technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), du « Famine Early Warning System Network » (FEWS NET) et du Centre Régional AGRHYMET. Elle fait suite à deux enquêtes de même type, réalisées en Mai 2006 et en Novembre/Décembre 2006. Les données ont été collectées auprès d'un échantillon de 4991 ménages répartis sur l'ensemble du pays, aussi bien en milieu urbain que rural, ainsi qu'en zone agricole et pastorale. Les résultats de cette enquête sont représentatifs au plan national, régional et départemental. Il convient toutefois de relever qu'en ce qui concerne la région d'Agadez, seule la Commune Urbaine d'Agadez a fait l'objet de collecte de données pour des raisons d'insécurité. Les résultats pour cette région ne reflètent donc que la situation de la Commune enquêtée.

La réalisation de cette enquête n'a pu se dérouler qu'avec l'appui inestimable de nombreuses institutions et personnes.

Aussi tenons-nous à témoigner notre gratitude aux autorités nationales, régionales, communales et coutumières. Qu'elles trouvent ici l'expression de la profonde reconnaissance de l'INS, du SAP et du SIMA pour leur aide précieuse qui a facilité le contact avec les ménages échantillons auxquels nous adressons aussi nos remerciements pour leur coopération et leur compréhension sans lesquelles l'enquête n'aurait pas réussi.

Nous remercions également tous les membres de l'équipe technique qui n'ont ménagé aucun effort pour la bonne conduite de cette opération.

Nos remerciements s'adressent aussi aux agents de terrain, permanents ou contractuels pour la patience et l'esprit de sacrifice dont ils ont su faire preuve lors de la phase de collecte et de saisie des données de l'enquête.

Que le PAM, l'UNICEF, la FAO, le FEWS NET, l'Union Européenne et le Centre Régional AGRHYMET trouvent également ici l'expression de nos sentiments de gratitude et nos sincères remerciements.

Abdoullahi BEIDOU
Directeur Général
Institut National de la Statistique

Harouna HAMANI
Coordonnateur
Système d'Alerte Précoce



S ET ABREVIATIONS

AGR	=	Activités Génératrices de Revenus
CILSS	=	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
DNPGCA	=	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires
FAO	=	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEWS NET	=	Famine Early Warning System Network
INS	=	Institut National de la Statistique
MDA	=	Ministère du Développement Agricole
PAM	=	Programme Alimentaire Mondial
PIB	=	Produit Intérieur Brut
QUIBB	=	Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien être
RGP/H	=	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAP	=	Système d'Alerte Précoce
SIMA	=	Système d'Information sur les Marchés Agricoles
SRP	=	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
UBT	=	Unité Bétail Tropical
UNICEF	=	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VAM	=	Vulnerability Assesment
ZD	=	Zone de Dénombrement
ZR	=	Zone Restante

INTRODUCTION

Le Niger est un pays enclavé, vaste de 1.267.000 km² dont les trois quarts sont quasi désertiques ou désertiques.

Le climat du pays se caractérise principalement par l'insuffisance des précipitations ainsi que leur grande variabilité spatio-temporelle. Les régions les plus arrosées sont au sud avec des hauteurs de pluies moyennes annuelles de 800 mm, tandis que la partie septentrionale enregistre moins de 100 mm par an.

En outre, le pays est confronté à une forte dégradation du potentiel productif alors qu'il connaît un accroissement démographique important de 3,3 % par an de sa population. Cela conduit à une pression foncière en augmentation, plus de 70% de la population tirent son revenu des activités agricoles.

La conjonction de ces facteurs a conduit à un doublement en 25 ans des surfaces cultivées, à une remontée des cultures vers les terres marginales du Nord ainsi qu'à une diminution des espaces pastoraux disponibles en zone intermédiaire.

Il est ainsi constaté aujourd'hui une situation quasi-généralisée d'appauvrissement du capital terre, de diminution ou de disparition des jachères, de surexploitation des ressources ligneuses et de surpâturage. Le processus de désertification se trouve ainsi accéléré.

Cette évolution tendancielle divergente entre les disponibilités et les besoins expose le pays à une situation d'insécurité alimentaire et de sous-nutrition chroniques.

En effet, des prévalences de sous-nutrition, sous toutes les formes (chroniques ou sévères), dépassant parfois les seuils « critiques » des normes internationales définies par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 1998) ont été régulièrement observées. Au cours de l'année 2005, cette situation s'est aggravée avec des pics de sous-nutrition et des nombres d'admissions jamais enregistrés dans les centres de récupération nutritionnels existants.

Cependant, les risques engendrés par cette problématique d'insécurité alimentaire ont été constamment pris en compte par les pouvoirs publics.

En effet, au cours des trente dernières années, le développement rural a, de façon constante, occupé une place primordiale dans la politique de développement du Niger. Si les objectifs poursuivis n'ont que peu varié (passant de l'autosuffisance alimentaire dans les années 1970 à la sécurité alimentaire vers la fin des années 1980), le diagnostic de base porté sur le secteur rural est devenu progressivement plus sévère et les stratégies d'intervention retenues ont connu des évolutions importantes.

Au nombre des politiques mises en œuvre par les gouvernements, on peut noter de manière significative l'adoption en 2002 de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) et, en 2003, de la Stratégie de Développement Rural (SDR).

En outre, depuis 1998, pour prévenir et gérer des crises devenues récurrentes, l'État nigérien, avec l'appui de ses principaux partenaires au développement, a mis en place un Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA).

Il est de contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations par une meilleure coordination et une meilleure riposte aux crises alimentaires à travers :

- la mise en œuvre de stratégies de prévention des crises alimentaires ;
- le renforcement des capacités des populations à se prémunir contre les crises et à mettre en place des stratégies face aux crises ;
- l'amélioration de la cohérence et de l'efficacité de la réponse publique aux crises alimentaires.

Le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires a prévu que les décisions et les actions s'appuient sur un Plan de Contingence permettant la qualification de la situation, la planification et la mise en œuvre rapides des actions à mener ainsi que la répartition des rôles de chacun des acteurs, qu'ils soient publics ou privés.

Ce Plan National de Contingence (Volet Sécurité alimentaire et nutritionnelle), adopté par le Gouvernement du Niger en janvier 2008 a pour objectif global de diminuer l'impact des crises alimentaires et nutritionnelles sur les populations. Il permet au Gouvernement de gérer de manière appropriée et efficace les différents niveaux de crise par la coordination des interventions publiques, en concertation avec ses partenaires.

C'est dans le cadre de ce processus de la recherche d'un cadre idéal pour mieux asseoir le diagnostic et dégager les perspectives d'évolution de la situation alimentaire des populations pour les mois à venir que, le Système d'Alerte Précoce (SAP) et l'Institut National de la Statistique (INS), en collaboration avec les partenaires techniques et financiers ont réalisé en décembre 2007 - janvier 2008, une enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages. Cette enquête devra aider à une meilleure identification des zones les plus vulnérables en vue d'un soutien efficace aux capacités des populations à faire face aux difficultés surtout pendant la période de soudure.

Le présent rapport expose les résultats de l'enquête autour de quatre parties : la première décrit les objectifs et méthodologie de l'enquête ; la deuxième expose le contexte socio-économique et les résultats de la campagne 2007/2008; la troisième retrace les résultats de l'enquête tandis que la dernière est consacrée aux conclusions et recommandations.



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

PREMIERE PARTIE :OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

L'objectif principal de cette enquête est d'évaluer le degré de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages au Niger afin de mieux asseoir le diagnostic dans un contexte post récolte et de dégager les perspectives pour les prochains mois. Les résultats permettront d'orienter les actions d'atténuation du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA).

Plus spécifiquement, les résultats de l'enquête devront permettre de connaître le nombre et la répartition de la population vulnérable au Niger et de sélectionner les sites sentinelles à suivre dans les zones vulnérables dans le cadre de la surveillance alimentaire et nutritionnelle au Niger.

Les objectifs poursuivis par l'enquête renvoient ainsi à deux concepts : la sécurité alimentaire et la vulnérabilité alimentaire.

1.1 Sécurité alimentaire

A cet égard, il convient de relever que selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (Sommet Mondial de l'alimentation, FAO, Rome, novembre 1996). Deux types de constats peuvent être tirés à partir de cette définition. D'une part, la sécurité alimentaire des ménages correspond à l'application du concept au niveau des individus. D'autre part, cette définition contient trois concepts distincts mais reliés entre eux et qui sont essentiels pour atteindre un état de sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation. La sécurité alimentaire des ménages implique celle des individus qui les composent.

ÉDisponibilité

Ce concept recouvre deux dimensions : spatiale et temporelle, exprimé en tout temps et à tout moment. Ainsi, il devra être assuré que tout au long de l'année et quel que soit le contexte, l'offre alimentaire et de nourriture devra être suffisante. La nourriture doit être disponible pour tous les membres du ménage, hommes ou femmes, enfants ou adultes. En effet, la population est en sécurité alimentaire si toutes les personnes sont en sécurité alimentaire. La disponibilité concerne le court terme; elle peut être limitée par l'insécurité de la zone, l'enclavement du village ou les prix des denrées alimentaires. Il convient toutefois de relever que la disponibilité est nécessaire pour l'accès aux denrées alimentaires mais elle n'est pas suffisante. A titre d'exemple, une région peut disposer de stocks alimentaires mais un village de cette région peut être marqué par une insécurité alimentaire en période de soudure du fait de son isolement.

ÉAccessibilité

L'accessibilité est une condition nécessaire, mais non suffisante, à la sécurité alimentaire. Il s'agit de l'accès physique aux denrées alimentaires par tous les groupes de populations. Pour SEN « la vraie question n'est pas la disponibilité totale de nourriture mais son accès par les

bonne manque des moyens pour acquérir la nourriture, la
« n'est pas d'une grande consolation ».

L'accessibilité des populations aux ressources alimentaires fait référence au moyen terme. Il s'agit le plus souvent d'une combinaison entre production, échanges et mécanismes sociaux. En zone rurale, les populations vont s'appuyer principalement sur leur production complétée par des échanges de denrées alimentaires sur le marché. En milieu urbain, les denrées alimentaires nécessaires aux populations viennent principalement du marché. Dans ce cas, des mécanismes sociaux (entraide, soutien familial, aide alimentaire, crédits) vont intervenir pour préserver l'accès aux disponibilités.

ÉUtilisation

Les habitants doivent disposer en qualité et en quantité de la nourriture dont ils ont besoin pour pouvoir mener une vie saine et active. La consommation alimentaire doit être équilibrée en éléments nutritifs et vitaminés. Les personnes doivent donc être dans un état général satisfaisant pour une assimilation correcte de la nourriture. Cela implique également un environnement sanitaire favorable (eau et assainissement). En effet, il est couramment admis que le manque de nourriture n'est pas toujours l'unique facteur conduisant à la malnutrition. L'environnement médical et sanitaire constitue également, un facteur potentiel..

Ainsi, le concept de sécurité alimentaire couvre les aspects alimentaires, médicaux, nutritionnels et sanitaires.

ÉConcept d'insécurité alimentaire

La définition de l'insécurité alimentaire découle du concept de sécurité alimentaire. En effet, l'insécurité alimentaire existe lorsque les personnes n'ont pas accès à une quantité suffisante d'aliments sains et nutritifs et ne consomment donc pas les aliments dont elles ont besoin pour se développer normalement et mener une vie active et saine. Cette situation peut être due à la pénurie d'aliments, à un pouvoir d'achat insuffisant ou à une répartition ou utilisation inadaptées des aliments au niveau des ménages.

1.2 Vulnérabilité alimentaire

La vulnérabilité d'une population peut être estimée par l'analyse des mécanismes d'adaptation et de réaction mis en œuvre en réponse à une situation difficile. Lorsque les mécanismes ne sont pas efficaces, le foyer entre dans une situation de vulnérabilité conjoncturelle ou chronique.

Au Niger, cinq (5) approches d'évaluation de la vulnérabilité alimentaire sont utilisées. Il s'agit de :

- La méthode d'identification des zones vulnérables du SAP
- La méthode de FEWS-NET ;
- La méthode du Projet d'Alerte Précoce et de Prévisions des Productions Agricoles (AP3A) ;
- L'approche Vulnerability Assessment Method (VAM) du Programme Alimentaire Mondial ;

Toutes ces approches ont des avantages et des inconvénients. Elles ont en outre au moins un point commun : la prise en compte des trois dimensions essentielles de la sécurité alimentaire à savoir la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation. Cependant, aucune n'est arrivée à donner une procédure d'estimation des populations vulnérables satisfaisante. C'est dans ce contexte que le cadre harmonisé du CILSS a été développé pour harmoniser les méthodologies afin de disposer d'une approche commune et consensuelle dans les analyses de la vulnérabilité au sahel.

2. Méthodologie de l'enquête

La démarche adoptée dans cette enquête consiste à collecter des informations au niveau des villages et également au niveau des ménages. Deux questionnaires ont été élaborés à cet effet : un questionnaire village et un questionnaire ménage.

2.1 Enquête ménage

Cette enquête a collecté des données sur des aspects fondamentaux de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité au niveau des ménages, l'accessibilité et l'utilisation des aliments. A cet effet, des informations sur l'économie alimentaire des ménages (sources de revenu, dépenses, consommation alimentaire), sur les stratégies développées pour faire face à des difficultés alimentaires du moment, sur la consommation alimentaire des enfants de 0 à 24 mois, ont été collectées.

Des informations sur les caractéristiques socioéconomiques et démographiques des ménages ont été également collectées pour une meilleure caractérisation des ménages vulnérables.

2.2 Echantillonnage de l'enquête ménage

La base de sondage de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages est issue de la liste des Zones de Dénombrement (ZD) du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2001. Une ZD est une localité, une fraction de localité ou un regroupement de plusieurs localités. Les ZD ont été créées de manière à regrouper environ 200 ménages. Elle est la plus petite unité géographique créée pour les besoins du RGP/H2001.

L'enquête a été réalisée sur l'ensemble du territoire national et a concerné aussi bien le milieu urbain que rural. Il est à souligner qu'à Niamey, seules les localités situées en zone périphérique ont été enquêtées et dans la région d'Agadez, l'enquête a couvert uniquement la ville en raison de l'insécurité.

L'échantillon a d'abord été stratifié en département. Dans chaque strate ainsi constituée, il a été tiré au premier degré les ZD proportionnellement à leur taille en terme de nombre de ménages recensés lors du RGP/H2001.

Rappelons qu'une ZD, en milieu rural nigérien, est composée d'un ou de plusieurs villages. Dans ce dernier cas, un seul de ces villages est sélectionné pour l'enquête (en général c'est le village principal de la ZD qui est choisi). Ainsi, 38 zones de dénombrement en milieu urbain et 210 en milieu rural ont été tirées au premier degré dans les 35 départements du pays, soit un

D par département est fondée sur les taux de vulnérabilité ménages établis lors de l'enquête conjointe de

L'hypothèse de base est d'obtenir un échantillon permettant une précision des estimateurs de l'ordre de 95% et de fournir des résultats significatifs jusqu'au niveau département.

Au deuxième degré, vingt (20) ménages échantillons ont été tirés systématiquement dans la liste des ménages dénombrés dans chaque ZD retenue au niveau des régions de Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder. Dans la ville d'Agadez, 40 ménages ont été enquêtés dans chaque ZD contre 15 à Diffa et dans les environs de Niamey.

Au total, 4995 ménages ont constitué l'échantillon de cette enquête, dont 2714 tirés des zones agricoles, 1485 des zones agropastorales et 792 en zones pastorales et désertiques.

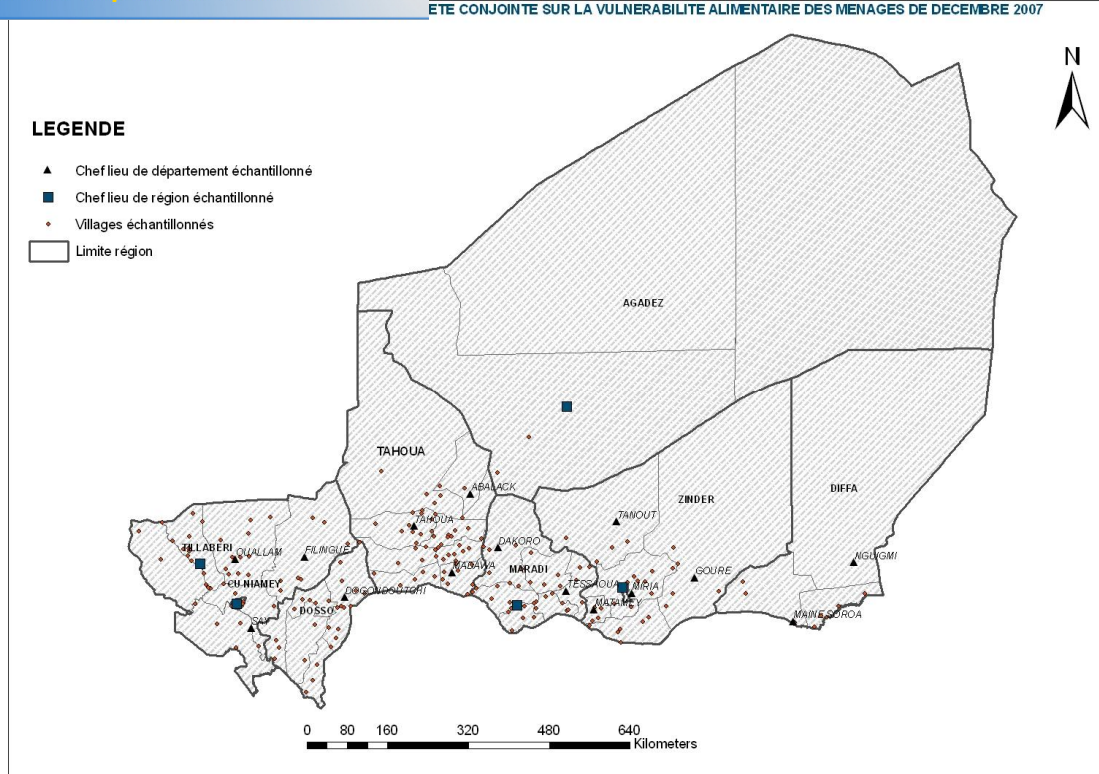
Les ménages qui ont effectivement été enquêtés se chiffrent à 4991 au lieu de 4995 prévus. Cette différence est due au fait que dans certaines ZD, il n'a pas été possible de trouver le nombre de ménages attendu.

2.3 Enquête village

Cette enquête vise à fournir des indicateurs relatifs à la campagne agro-sylvo-pastorale, à la situation alimentaire (notamment les prix de céréales et du bétail) et la situation nutritionnelle des enfants dans les villages en menant des entretiens dans les villages enquêtés sous forme de focus group.

2.4 Echantillonnage de l'enquête auprès des villages

L'enquête auprès des villages a été réalisée dans les ZD échantillons du milieu rural. Au total, 215 questionnaires villages étaient attendus et tous ont effectivement été renseignés. Les 34 ZD du milieu urbain n'ont pas été concernés par les focus group.



3. Personnel de collecte

L'enquête a été conduite par 46 agents enquêteurs, 13 chefs d'équipe. Ils ont été répartis en 7 équipes de 4 personnes et 6 équipes de 3 personnes. Les enquêteurs ont été recrutés en tenant compte de leur expérience en matière d'enquête auprès des ménages. Les chefs d'équipes ont été sélectionnés parmi les statisticiens de l'INS.

Les enquêteurs ont été formés pendant sept jours, du 13 au 18 décembre 2007, par une équipe comprenant des nutritionnistes (UNICEF SAP et PAM) des statisticiens (INS, SAP) des experts en sécurité alimentaire (Fews-Net, SAP et PAM). La formation a couvert des aspects tels que la méthode d'échantillonnage, les techniques d'interview, la confidentialité et les exercices de simulation. Les outils de l'enquête ont été testés pendant deux jours au niveau des quartiers de la Communauté Urbaine de Niamey et de deux villages du canton de Liboré dans le département de Kollo. Ils ont ensuite été corrigés sur la base de ces résultats.

La collecte des données sur le terrain a été conduite du 25 décembre 2007 au 23 janvier 2008. Une supervision intégrée assurée par les formateurs a débuté en même temps que le début de la collecte.

Une équipe de 15 agents de santé a été recrutée et formée durant 5 jours. Elle a entamé le travail le 8 janvier 2008 et durant deux semaines tous les questionnaires ont été saisis.

La saisie a été supervisée par 2 informaticiens. Les données ont été saisies avec le logiciel CsPRO 3.1. et traitées avec les logiciels SPSS 12 et STATA 8

5. Limites de l'étude

Les données recueillies lors de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ne permettent pas de faire une analyse par milieu de résidence (rural/urbain) dans les départements, tout comme dans les régions, compte tenu de la taille de l'échantillon qui exigerait un tel niveau de désagrégation.

Les seules analyses selon le milieu de résidence (urbain, rural) pourront se faire uniquement au niveau national.

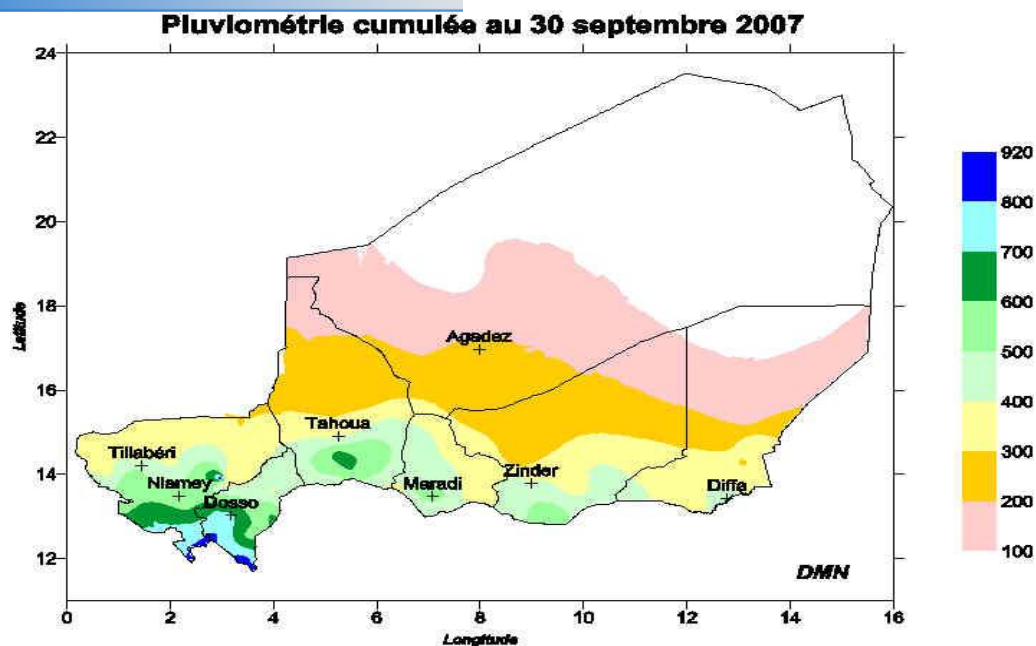
**DEUXIEME PARTIE : CONTEXTE
SOCIO-ECONOMIQUE ET RESULTATS
DE LA CAMPAGNE 2007/2008**

1.1 Déroulement de la campagne agricole

La campagne agricole 2006/2007 a débuté avec beaucoup d'anxiétés qui se sont estompées au fur et à mesure. Les premières pluies utiles ont été enregistrées dès la première décade du mois de mai, mais leur généralisation ne s'est opérée qu'au cours du mois de juin et les prévisions sur les perspectives d'une bonne production étaient optimistes. Toutefois, deux événements majeurs sont venus perturber le déroulement normal de la campagne agricole. D'abord, certaines zones ont enregistré d'importantes précipitations entraînant des inondations localisées. Ainsi, selon les données disponibles du SAP au 30 septembre 2007, 8.836 ménages soit 58.469 personnes réparties dans 122 villages regroupés dans 20 départements ont été sinistrés¹. Les dégâts de ces inondations sur l'agriculture portent sur 985 champs de cultures pluviales soit plus de 1500 ha perdus, plus de 100 ha de périmètres irrigués inondés et quelques 200 petits ruminants décimés. Même si les évaluations faites font état d'un impact relativement faible sur la production, ces inondations ont causé d'importants dégâts matériels qui ont affecté significativement le potentiel productif des ménages sinistrés et amenuisé leur capacité à faire face aux futurs chocs.

Le déroulement de la campagne a ensuite été marqué par un arrêt précoce des pluies dès la première décade du mois de septembre dans plusieurs localités du pays alors que les prévisions les plus optimistes étaient fondées sur un prolongement des pluies jusqu'au 30 septembre au moins. Comme le montre la carte ci-après, le cumul pluviométrique du mois de septembre a été déficitaire sur la majeure partie du pays. La situation pluviométrique a été meilleure à l'ouest du pays englobant une bonne partie de la zone agricole du département de Gouré et de la région de Diffa. Cependant, par rapport à la moyenne des 30 dernières années, le cumul pluviométrique est plutôt excédentaire sur la majeure partie du pays. Le problème majeur auquel le pays a été confronté cette année a été la mauvaise répartition spatio temporelle des pluies ainsi que leur arrêt précoce qui a négativement affecté les cultures à un stade critique de leur développement. De ce fait, plusieurs cultures ne sont pas parvenues à boucler leur cycle végétatif dans plusieurs localités du pays. Même si les pertes réelles de rendement de productions liées à cet arrêt brutal des pluies ne sont pas quantifiées, elles ont affecté le niveau des productions de plusieurs ménages dans plusieurs localités.

¹ Ces départements se répartissent ainsi que suit selon les régions : Tchirozérine, Arlit (région d'Agadez), Diffa, Mainé Soroa (région de Diffa), Dosso, Doutchi, Madaoua (région de Dosso), Kollo, Tera, Ouallam, Fillingué (région de Tillabéri), Tchintabaraden, Keita, Tchirozerine, (région de Tahoua), Maradi, Gouré, Magaria, Mirriah, Kantché, Tanout (région de Zinder).



Source : MDA

1.2 Résultats de la campagne agricole et pastorale en 2007

Les résultats définitifs de l'évaluation de la campagne agricole 2007/2008² estiment la production céréalière à 3 778 312 tonnes soit 3% de moins que les prévisions faites en octobre 2007 et 5% de moins que son niveau de 2006 qui était de 3 968 885 tonnes. Le bilan céréalier net est excédentaire de 215 881 tonnes avec des disparités inter et intra régionales.

Les cultures de rente ont, quant à elles, enregistré d'importantes productions pour le niébé de l'ordre de 1.001.139 tonnes, mais des productions peu satisfaisantes pour l'arachide et le souchet dans les zones de forte production.

Sur le plan pastoral, un excédent fourrager de 1 000 373 tonnes de matières sèches a été enregistré avec néanmoins des zones déficitaires identifiées.

Cette année, du fait des effets conjugués du retard de semis et de l'arrêt précoce des précipitations dans la bande agricole, certaines zones accusent des déficits de production importants. Les zones les plus touchées sont localisées au niveau des départements de Fillingué, Ouallam, Tillabéri et Say (région de Tillabéri), Doutchi et Loga (région de Dosso), Konni, Madaoua et Tahoua (région de Tahoua), Guidan Roumdji et Madarounfa (région de Maradi), Matamèye (région de Zinder).

Par ailleurs, malgré l'excédent fourrager global enregistré au niveau national, les productions fourragères ont été faibles par endroit, engendrant des déficits fourragers parfois sévères dans certaines entités administratives. Ainsi, le bilan fourrager est très déficitaire (déficit > 50%

² Source Ministère du Développement Agricole.

départements de Bilma, Téra, ainsi que dans la commune déficitaire dans les départements de Diffa, Mainé Soroa,

En conclusion, la disponibilité céréalière en 2008 au Niger sera largement tributaire des importations et des transferts des surplus des zones excédentaires vers des zones à déficit structurel. La faible production enregistrée au nord du Nigeria accroît la pression sur les disponibilités locales et pourra à terme avoir des impacts négatifs sur les prix si les approvisionnements à partir des importations ne sont pas assurés.

2. Analyse de l'évolution des prix des céréales

D'une manière générale, notamment dans les zones de déficit, les ménages n'arrivent à couvrir leurs besoins alimentaires avec leurs propres productions que sur une période relativement courte (3 à 4 mois en moyenne). Ce qui contraint la plupart d'entre eux à recourir aux marchés pour satisfaire leurs besoins alimentaires. De ce fait, les perturbations ou les dysfonctionnements des marchés céréaliers affectent directement la sécurité alimentaire des ménages. Les approvisionnements de ces marchés sont assurés par les importations, les stocks des producteurs et des commerçants. Il faut cependant souligner que la très grande intégration des marchés céréaliers de la sous région et l'évolution des prix dépend de plusieurs paramètres qui dépassent parfois les frontières nationales. Le Nigeria exerce une très grande influence sur le marché céréalier au Niger. Les années de faibles productions au Nord du Nigeria sont souvent accompagnées d'une augmentation de la demande en produits céréaliers sur le marché Nigérien.

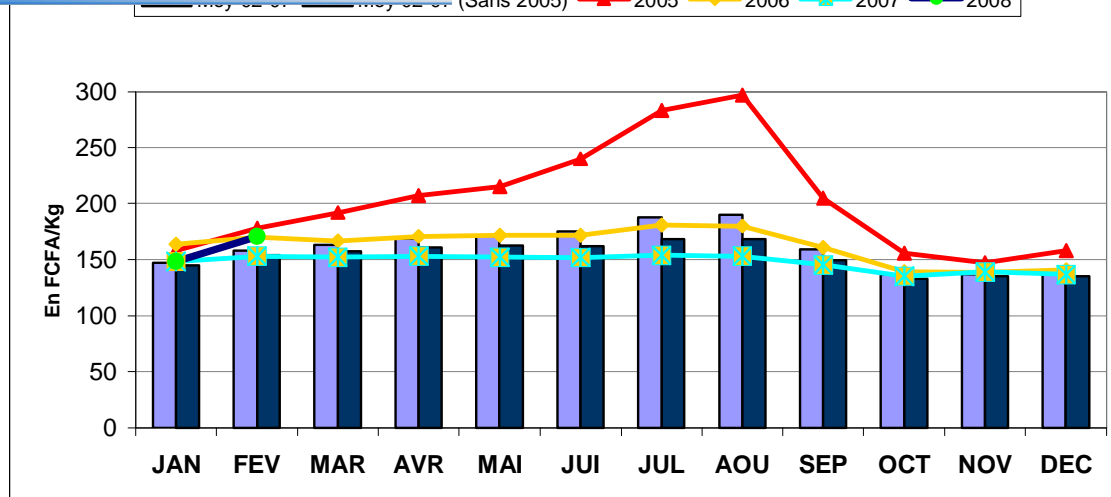
La situation de l'approvisionnement des marchés se présente actuellement de manière contrastée dans le pays. A partir de novembre 2007, on a observé une hausse des prix au lieu d'une baisse généralement attendue en période de récoltes. En novembre 2007, le prix du mil enregistrait une hausse de (+4%), celui du maïs (+13%), du riz importé (+2%) et celui du niébé (+7%). Les prix de certaines céréales comme le maïs ont enregistré de fortes hausses (+24% en janvier 2008) tandis que les prix du mil, principale céréale consommée au Niger, continuent de suivre une tendance normale comme le montre le graphique ci-après.

Toutefois, dans plusieurs marchés situés dans les zones structurellement déficitaires sur le plan de la production agricole, les prix du mil ont amorcé leur hausse qui se situe encore dans la moyenne saisonnière, à l'exception du marché de Ouallam qui a enregistré une hausse de +21% en janvier 2008 par rapport à la même période en 2007 comme le montre le graphique ci-après.

kg de mil en F CFA au Niger

Evolution du prix du kg de mil au Niger

(Sans 2005) — 2005 — 2006 — 2007 — 2008



Source des données : SIMA (Système d'Information sur le Marché Agricole)

Malgré une situation globalement satisfaisante pour le moment du prix du mil au Niger, la hausse des prix des autres céréales notamment celui du maïs, du riz et du sorgho aussi bien au Niger que dans les pays limitrophes constitue de réelles menaces sur la sécurité alimentaire des ménages..

2.1 Situation des prix sur les marchés des zones vulnérables (sites sentinelles)

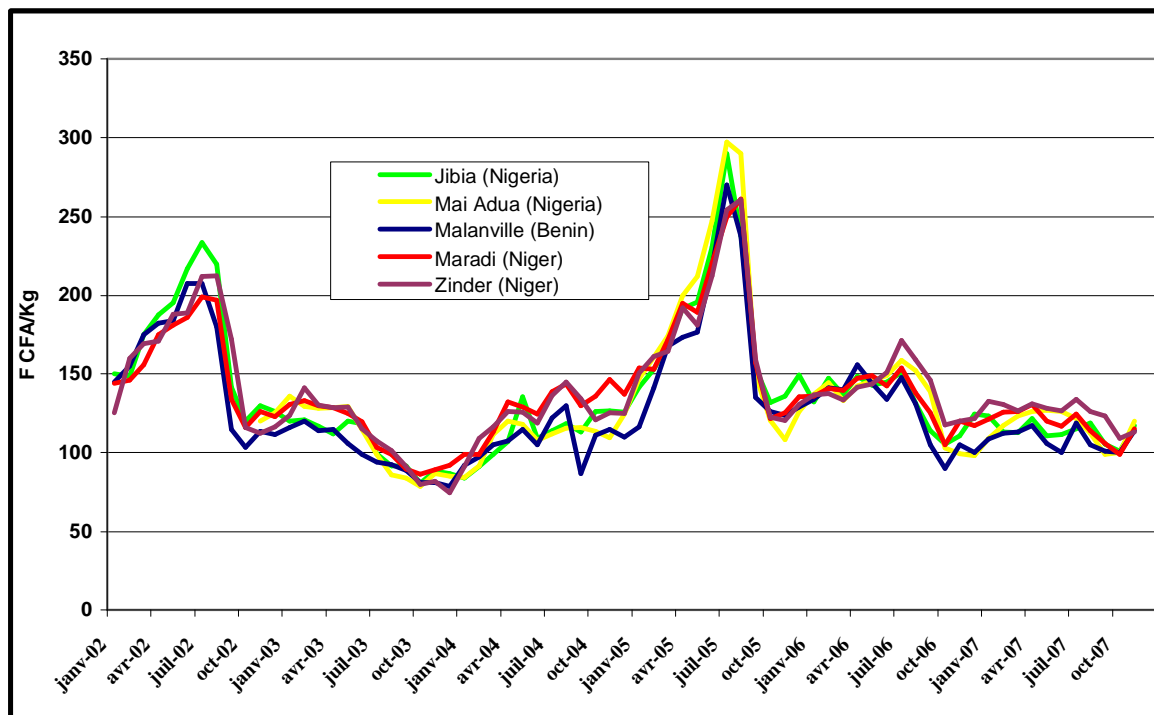
Le Système d'Information sur le Marché Agricole (SIMA) en collaboration avec le PAM, le FEWS NET et le centre régional AGRHYMET ont mis en place un système de suivi conjoint des marchés des sites sentinelles dans les zones vulnérables. L'objectif global de ce partenariat est de rendre compte de manière périodique de la situation des zones vulnérables, à travers un suivi rapproché et une analyse conjointe du fonctionnement des marchés et leur impact sur la sécurité alimentaire des ménages. Au total trente (30) marchés situés essentiellement dans les systèmes de production agropastorale et pastorale sont suivis. Un bulletin est produit tous les quinze jours à partir de l'analyse des données collectées. Les marchés des zones vulnérables ont déjà fait l'objet d'un suivi similaire en 2006. Il ressort de l'analyse des données collectées que sur les marchés des zones vulnérables suivis les prix des céréales de base telles que le mil et le sorgho en 2007 sont également nettement inférieurs à ceux de 2006. Tout comme les autres marchés, ceux des zones vulnérables ont été également bien approvisionnés et les prix n'ont pas connu de fortes variations comme les années passées.

2.2 Evolution des prix du mil sur quelques marchés principaux au Niger, au nord Nigeria et au Nord Bénin

Il existe un important flux sur le marché céréalière entre le Niger et les pays limitrophes notamment le Nigeria et le Bénin. L'amplitude et le sens de ces flux varient selon les saisons et les années. La demande du Nigeria en ce qui concerne le mil et le sorgho étant très élevée, d'importantes quantités de ces produits sont achetées durant la période de récolte et exportées sur les marchés du nord Nigeria. Une partie de ces stocks est ensuite réexportée vers le Niger en période de soudure où les disponibilités sur les marchés locaux sont faibles. Généralement, ce sont les mêmes acteurs qui opèrent de part et d'autre des frontières. Ces marchés sont très

relation entre les prix. Le graphique ci-dessous montre l'évolution des prix du mil de 2002 à 2007 et montre une variation similaire sur les

Graphique 2: Evolution du prix du Kg de mil sur quelques marchés au Niger et transfrontaliers



Deux périodes majeures caractérisent cette évolution. On constate un premier pic pendant la période de soudure de 2002 et un second pendant celle de 2005. Ces deux périodes suivent une année de mauvaise production agricole 2000/2001 et 2004/2005. Les hausses enregistrées au cours de la période de soudure de 2005 sont particulièrement importantes. Après la bonne campagne agricole 2002/2003, les prix ont connu une évolution relativement modérée avec de faibles variations inter mensuelles voire des baisses significatives durant l'année 2003. Ce phénomène semble se poursuivre au cours de l'année 2004 avec une reprise modérée des prix à la hausse jusqu'au début de l'année 2005. L'évolution des prix en 2005 a été très spectaculaire, d'une part, par l'amplitude des variations inter mensuelles et d'autre part, par le niveau atteint. Durant la période de soudure, les prix des céréales ont presque doublé par rapport à leur niveau de 2004 et ont augmenté de 25% par rapport à la moyenne des dix dernières années. En novembre 2005, suite à une campagne agricole relativement bonne, les prix du mil ont enregistré une baisse significative.

En conclusion, les marchés de céréales au Niger, au nord du Nigeria et au nord du Bénin sont très intégrés avec des fluctuations inter mensuelles et annuelles similaires. Ces marchés sont caractérisés par une forte baisse des prix après les récoltes qui suivent les années de mauvaises productions agricoles. De même, les périodes de soudure qui suivent les années de faibles productions agricoles sont caractérisées par d'importantes hausses de prix. L'importance des baisses ou des hausses dépend de la qualité de la campagne agricole qui s'achève, selon qu'elle soit bonne ou mauvaise. En 2007, on a enregistré une forte stabilité des prix du mil durant la majeure partie de l'année y compris pendant la période de soudure mais dès novembre 2007 on a enregistré une augmentation des prix allant de +4% sur le marché de Zinder à +20% à Mai Adua au Nigeria par rapport au mois d'octobre 2007. En 2006, à la même période et sur les mêmes marchés, les variations étaient respectivement de +2% et de +3%. Cette augmentation est de +16% pour le marché de Jibia au Nigeria, de 17% sur le marché de Maradi au Niger et de +14% sur le marché de Malanville au Bénin.

nts de moins de 5 ans

En collaboration avec l'UNICEF, le PAM et HKI ont mené une enquête sur la nutrition et la survie de l'enfant en octobre 2007. Les résultats confirment une tendance globalement à la baisse du taux de sous nutrition aiguë par rapport à la même période en 2005. Au niveau national, en octobre 2007, la prévalence de la sous nutrition aiguë globale se situe à 11% contre 10,3% et 15,3% respectivement en octobre 2006 et en octobre 2005. Les enfants de 6 à 23 mois seraient les plus touchés. De même la prévalence de la sous nutrition aiguë globale est beaucoup plus élevée en milieu rural (11,8%) contre 6,6% pour les autres centres urbains et 9,9% pour la communauté urbaine de Niamey. La situation nutritionnelle est jugée sérieuse dans les régions de Tahoua, Dosso, Zinder, Diffa et Maradi qui ont enregistré des taux de sous nutrition aiguë compris entre 10% et 15% avec des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans très élevés dans les régions de Dosso et de Zinder. La situation est qualifiée de mauvaise (taux de sous nutrition aiguë globale compris entre 5% et 10%) dans trois régions : Niamey, Agadez et Tillabéri.

De même la prévalence de la sous nutrition chronique globale est en baisse constante. Elle se situe à 36,5% en octobre 2007 contre 50.0% en 2005, 44.7% en 2006.

Tableau 1: Evolution de la prévalence de la sous nutrition aiguë et chronique par région

Régions	Sous nutrition aiguë globale				Sous nutrition chronique globale			
	Septembre 2005	Octobre 2006	Juin 2007	Octobre 2007	Septembre 2005	Octobre 2006	Juin 2007	Octobre 2007
Agadez	11.8	12.5	17.5*	9.6*	35.3	41.2	42.7	35.4
Diffa	16.0	10.1	19.4	11.4	41.2	46.4	41.4	41.8
Dosso	13.7	12.5	8.9	12.1	48.3	47.8	37.7	32.1
Maradi	16.0	6.8	11.8	10.7	60.1	57.0	56.0	41.4
Tahoua	17.9	12.5	7.5	13.1	46.6	37.2	36.7	31.6
Tillabéri	14.0	11.2	10.3	7.9	44.0	32.7	37.7	25.1
Zinder	16.1	9.7	14.2	11.7	59.1	52.4	51.2	53.5
Niamey	8.9	9.2	9.5	9.9	18.1	18.0	18.3	16.7
Total	15.3	10.3	11.2	11.0	50.1	43.8	43.5	36.5

Source : enquête nationale nutrition et survie de l'enfant Gov/CDC/UNICEF septembre 2005 et enquêtes nationales nutrition et survie de l'enfant Gov/UNICEF/PAM d'octobre 2006, de juin 2007 et d'octobre 2007.

* Les données de cette région sont représentatives des zones enquêtées uniquement et ne peuvent pas être extrapolées à la région d'Agadez dans son intégralité.

TROISIEME PARTIE : RESULTATS DES ENQUETES

E AUPRES DES MENAGES

conomiques et démographiques des ménages

Ce chapitre est consacré à l'étude des principales caractéristiques socio économiques et démographiques des chefs de ménage. Les résultats sont analysés selon trois milieux de résidence :

- Milieu urbain : constitué des chefs lieux des régions et départements. L'agglomération de Niamey n'a pas fait l'objet de l'enquête
- Milieu rural : constitué de l'ensemble des villages (localités non classées comme centre urbain)
- Niamey périphérie : Constitué de l'ensemble des villages périphériques, administrativement rattachés à la Communauté urbaine de Niamey.

1.1.1 Caractéristiques démographiques des chefs de ménage

- Sexe du chef de ménage

Il ressort des résultats de l'enquête que, dans l'ensemble, très peu de femmes (12,4%) assument les fonctions de chef de ménage. Ce pourcentage est relativement plus élevé en milieu urbain (15,3 % dans les villes autres que Niamey) qu'en milieu rural (11,8%). Dans les villages périphériques de Niamey, ce taux est de l'ordre de 5,2%. Les femmes chefs de ménage sont en général des veuves ou divorcées, d'un âge avancé. Ce sont souvent des femmes de migrants dont les maris ne sont pas revenus depuis plus de six mois ou n'ont pas l'intention de revenir dans le ménage avant six mois.

- Age du Chef de ménage

Dans l'ensemble, l'âge moyen des chefs de ménage est de 44,6 ans. C'est donc une fonction principalement réservée aux adultes. En effet, les résultats montrent que 95,5% des chefs de ménage ont un âge de plus de 25 ans. Les moins de 25 ans occupent rarement la fonction du chef de ménage ; au niveau national, ils ne représentent que 4,4% de l'ensemble des chefs de ménage du champ de l'enquête.

La différence la plus frappante entre les milieux de résidence est l'importance des chefs de ménages âgés de moins de 25 ans en milieu rural, où ils représentent 4 %, contre 2% et 1,8 % respectivement dans les centres urbains et dans la partie rurale de Niamey. Ceci pourrait s'expliquer par le fait qu'en milieu rural, les gens ont tendance à se marier très tôt.

- Statut matrimonial

Les résultats montrent que dans la majorité des cas, les chefs de ménages sont, soit des mariés monogames (66,6 %), soit des mariés polygames (22,7%).

Cependant, il y a lieu de noter une proportion relativement élevée des « sans union conjugale » en milieu urbain (17,4%) contre 9,4% en milieu rural et 7,7% dans les périphéries de Niamey.

ménage sans union en milieu urbain plutôt qu'en milieu rural. Dans les centres urbains, on rencontre le plus souvent des chefs de ménage qui sont à leur propre compte ainsi que de vieux mendiants et mendiante (généralement veufs ou veuves).

- Composition des ménages selon le milieu de résidence

Il ressort des résultats de l'enquête, qu'en moyenne, un ménage nigérien est composé de 7,6 membres. Sur cette moyenne de 7,6 personnes par ménage, environ 1,7 sont des enfants de moins de 5 ans, 0,6 ont un âge compris entre 0 à 24 mois et 3,4 sont des personnes actives.

1.1.2 Caractéristiques socio économiques des chef de ménage

- Niveau d'instruction du chef de ménage

Il ressort que les proportions de chefs de ménage ayant un niveau coranique ou sans aucun niveau sont de loin les plus élevées. Cela dénote que l'école traditionnelle coranique reste encore le principal système d'instruction. En effet, près de la moitié des chefs de ménage (46,7%) ont reçu cette instruction et 32,3% n'ont aucun niveau.

En ce qui concerne l'instruction reçue dans les écoles formelles, les taux restent extrêmement faibles. En effet, dans l'ensemble, seulement un peu plus d'un chef de ménage sur dix (10,9%) ont un niveau primaire, 4,7% ont un niveau secondaire et 1,4% un niveau supérieur.

L'analyse des résultats selon le milieu de résidence montre que c'est principalement dans les centres urbains que l'on rencontre des chefs de ménage instruits. Ainsi 21% ont le niveau primaire, 10,7% ont le niveau secondaire et 5,7% ont le niveau supérieur. Ces derniers sont très rares en milieu rural où ils ne représentent que 0,4%.

- Principale activité du Chef de ménage

L'agriculture reste la principale activité des chefs de ménage. Elle occupe une forte proportion (66%) de chefs de ménages, ensuite viennent ceux du secteur du commerce avec un taux de 12,8%.

L'élevage qui constituait autrefois l'une des principales activités dominantes au Niger est en nette régression. Seulement 2,9% des chefs de ménage s'adonnent exclusivement à cette activité, et cela même en milieu rural où le taux reste extrêmement faible (3,2%).

1.1.3 Système de vie des ménages

Les ménages enquêtés ont été regroupés en trois zones agro écologiques suivant leur localisation géographique :

- Zone agricole, correspondant aux zones de cultures pluviales,
- Zone agro pastorale correspondant aux zones favorables à l'agriculture et à l'élevage,
- Zone pastorale et désertique.

Il ressort des résultats que plus de six ménages sur dix (61%) vivent dans les zones agricoles, 30,7% en zone agro pastorale et 8,4% en zone pastorale et désertique.

ménages et vulnérabilité

1.2.1 Disponibilité alimentaire et accès

A l'issue de la campagne agricole de 2007, il a été estimé un excédent céréalier net de 215.881 tonnes selon le Ministère du Développement Agricole. Aussi, d'après les statistiques du SIMA, l'ensemble des marchés céréaliers sont actuellement bien approvisionnés. La présente enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages a introduit plusieurs questions relatives à l'appréciation de la campagne agricole de 2007.

1.2.1.1 Nombre de champs cultivés

D'une manière générale, 88% des ménages ont cultivé au moins un champ cette année. Le nombre moyen de champs possédés par ces derniers varie entre 2 et 4.

1.2.1.2 Evolution des superficies cultivées

La majorité des ménages (plus de 7 ménages sur 10) qui possèdent au moins un champ, ont déclaré que leurs superficies cultivées par rapport à 2006 sont restées au même niveau. Par contre, 15.4% ont jugé leurs superficies cultivées en 2007 supérieures à celles de 2006 et 10.9% les ont jugées à la baisse par rapport à la dernière campagne.

1.2.1.3 Appréciation de la campagne agricole de 2007

Parmi les ménages ayant cultivé au moins un champ en 2007, un ménage sur deux (51.7%) a jugé la campagne agricole de 2006 comme étant globalement moyenne. La campagne est jugée mauvaise par 35.9% des ménages et 12.4% l'ont jugée relativement bonne.

1.2.1.4 Niveau de récolte en 2007

Plus de 6 ménages sur 10 ont déclaré que leur production de 2007 est inférieure à celle de 2006. Ceux qui ont un niveau de récolte supérieur à 2006 représentent 21.1% contre seulement 6.1% qui l'ont jugé au même niveau.

Parmi les ménages ayant obtenu un niveau de récolte inférieur à celui de 2006, la principale cause citée est l'arrêt précoce des pluies (54.6%) suivie de la faible pluviométrie (26.1%). Néanmoins une faible proportion (9,7%) de ménages avance que la baisse de leur récolte de cette année est liée aux ennemis des cultures.

1.2.1.5 Durée des stocks des ménages

La disponibilité à l'échelle du ménage est souvent appréciée par la production et les stocks disponibles pour l'alimentation. Dans le cadre de cette étude, les données sur la production des ménages n'ont pas été collectées. En revanche la durée des stocks disponibles pour la consommation a été collectée auprès des ménages. Il a été demandé à chaque ménage la durée de couverture de ses besoins alimentaires en nombre de mois par les stocks alimentaires disponibles au moment de l'enquête (constitués de leur propre production et ou de leur approvisionnement à partir des marchés). Sur le plan national, la durée moyenne des stocks alimentaires disponibles au moment de l'enquête est de 4 mois et varie suivant les

les départements de Aguié, Dakoro, et Mayahi (Région de Zinder), les départements de Tanout (Région de Zinder), Kollo et Say. Les ménages fortement dépendants de la production agricole pour leur survie, leurs stocks alimentaires disponibles au moment de l'enquête ne peuvent couvrir leurs besoins alimentaires que pour une durée moyenne de 4 mois.

1.2.2. Moyens de subsistance et accès économique aux aliments

Le tableau ci-dessous donne la distribution suivant les régions des différents moyens de subsistance des ménages.

Tableau 1 : Répartition des différents moyens de subsistance par région et milieu de résidence

Régions	Agriculteur	Petit commerce	Agro pasteur	Transfert	Travail journalier	Commerce	Salaire	Vente bois/paille & agriculture.	Agricultures Petit commerce Elevage	Artisanat	Autres activités	Total
Agadez	2.5	17.7	1.9	1.8	6.1	9.2	19.6	3.5	1.7	10.1	25.7	100
Diffa	43.5	5.9	9.3	5.2	0.5	4.4	3.1	6.8	4.9	3.0	13.4	100
Dosso	25.9	11.2	9.0	10.9	1.6	4.6	2.1	8.6	3.5	2.1	20.6	100
Maradi	35.8	15.3	10.2	1.2	4.4	7.8	3.3	3.3	1.9	4.1	12.8	100
Tahoua	15.5	18.6	8.0	16.1	11.2	7.0	1.4	6.0	1.9	6.0	8.4	100
Tillabéri	24.4	14.7	9.6	14.8	3.6	1.4	3.5	9.5	2.0	5.4	11.1	100
Zinder	15.9	15.1	15.9	5.6	10.4	6.8	4.2	2.8	2.6	4.8	15.9	100
Périphérie Niamey	26.6	7.5	9.8	1.9	4.0	1.0	7.7	18.9	5.1	0.8	16.6	100
Zone agricole	22.2	16.0	14.0	11.2	8.0	5.6	6.7	3.7	5.4	2.8	4.6	100
Zone agro pastorale	28.4	9.5	14.7	9.9	10.5	9.2	4.7	1.6	6.2	1.8	3.5	100
Zone pastorale	19.6	10.2	21.8	10.7	9.1	4.2	3.6	4.5	4.4	2.6	9.3	100
Milieu urbain	12.6	20.4	20.3	2.5	5.9	4.4	9.8	11.4	3.8	1.0	7.9	100
Milieu Rural	26.2	12.1	13.8	12.4	9.5	7.0	5.0	1.4	5.9	2.7	3.9	100
Moyenne nationale	23.9	14.9	10.8	8.9	6.6	5.8	3.1	5.6	2.4	4.6	13.5	100

25.9% des ménages ont uniquement l'agriculture comme moyen de subsistance. Cette proportion est de 43.5% dans la région de Diffa qui présente de énormes potentialités agricoles et de cultures de contre saison. Cette proportion s'élève à 35.8% dans la région de Maradi, à 26.6% dans les villages périphériques de Niamey et à 25.9% dans la région de Dosso. Dans les autres régions la proportion des ménages dépendant uniquement de la production agricole pour leur survie est en dessous de la moyenne nationale. Dans la zone agro pastorale, 28.4% des ménages dépendent uniquement de l'agriculture contre 22.2% dans la zone agricole et 19.6% dans la zone pastorale. Cette tendance peut expliquer la forte vulnérabilité qui caractérise la zone agro pastorale. Les sécheresses consécutives et le morcellement continu des terres contraignent beaucoup de ménages agricoles et pastoraux ayant perdu leur bétail à s'installer sur des terres moins productives, notamment dans la zone agro pastorale.

2.2 Le petit commerce

Le petit commerce constitue le principal moyen de subsistance pour environ 15% des ménages. Cette proportion est beaucoup plus élevée dans les régions de Tahoua (18,6%), dans la ville d'Agadez (17.7%), de Maradi (15.3%) et en milieu urbain en général (20.4%).

2.3 Les agro pasteurs

Ce sont les ménages dont le principal moyen de subsistance est l'agriculture et l'élevage. La proportion de ménages agro pasteurs sur le plan national est de 10.8%. Cette proportion est de 15.9% dans la région de Zinder, 14.7% dans la zone agro pastorale et 21.8% dans la zone pastorale.

2.4 Les transferts

Les transferts de revenu constituent le principal moyen de subsistance pour environ 9% des ménages. La proportion de ménages qui dépendent des transferts de revenu provenant soit de la migration interne ou externe ou d'autres parents est plus élevée dans les régions de Tahoua (16.1% des ménages) et de Tillabéri (14.8% des ménages).

2.5 Le travail journalier

Les travailleurs journaliers sont ceux qui n'ont pas d'emplois fixes et qui vivent au jour le jour. Cette activité constitue le principal moyen de subsistance pour 6.6% des ménages. La proportion des ménages dépendant du travail journalier est plus élevée dans les régions de Tahoua (11.2%) et de Zinder (10.4%).

2.6 Le commerce

Le commerce (il ne s'agit pas de grand commerce formel mais de petites activités commerciales telles que les boutiques, la revente de produits agro pastoraux) constitue le principal moyen de subsistance pour environ 5.8% des ménages. Cette proportion est plus élevée dans la ville d'Agadez (9.2%) et de Maradi (7.8%).

Le principal moyen de subsistance est le salaire est de 3.1% sur le plan national. Elle est plus élevée dans la ville d'Agadez (19.6%).

2.8 Vente de bois et de paille et agriculture

La proportion des ménages dont le principal moyen de subsistance est la vente de bois et/ou de paille est de 5.6% sur le plan national. Cette proportion est beaucoup plus élevée dans les villages périphériques de la ville de Niamey (18.9%).

2.9 Agriculture, petit commerce et élevage

La proportion de ménages dont le principal moyen de subsistance est l'agriculture, le petit commerce et l'élevage est de 2.4%.

2.11 L'artisanat

L'artisanat constitue le principal moyen de subsistance pour 4.6% des ménages. Cette proportion est beaucoup plus élevée dans la ville d'Agadez (10.1%).

2.12 Autres activités

La proportion de ménages dont le principal moyen de subsistance est constitué d'autres activités est de 13.5%. Davantage plus de ménages dépendent d'autres moyens de subsistance dans les régions de Dosso (20.6%) et de Zinder (15.9%), dans les villages périphériques de la ville de Niamey (16.6%) et de la ville d'Agadez (25.7%).

2.13. Revenu annuel en cash tiré des différentes sources de revenu

Note méthodologique : Analyse des sources de revenus

Il a été demandé aux ménages d'évaluer en cash le montant annuel de leurs trois principales sources de revenu ainsi que les contributions relatives de ces principales sources au revenu global. Pour élaborer une typologie des sources de revenus, une analyse exploratoire (en composantes principales) de la contribution des différentes sources de revenu au revenu global de chaque ménage a été faite. Ensuite les différentes sources de revenu ont été regroupées suivant les valeurs obtenues lors de l'analyse exploratoire.

Le graphique ci-dessous illustre la distribution du revenu annuel en cash suivant les différents moyens de subsistance. On constate qu'en dehors des salariés, les revenus des autres catégories de ménages sont très faibles. Sur le plan national, le revenu annuel moyen par tête en cash tiré des différentes sources de revenu est évalué à environ 53.430 F CFA soit environ 146 FCFA par jour et par personne. Ensuite, on note une grande disparité entre les ménages suivant leurs sources de revenu. On distingue globalement trois catégories de ménages : i) les ménages à très faibles revenus (moins de 50.000 FCFA par personne et par an). Les principaux moyens de subsistance pour ces ménages sont la vente de bois et ou de paille, l'agriculture, les transferts de revenu, l'artisanat, l'agriculture et l'élevage (agro pasteurs), le petit commerce et le travail journalier; ii) les ménages à faibles revenus (entre 50.000 F CFA et 70.000 F CFA par personne et par an). Les principaux moyens de subsistance pour ces

l'agriculture, le petit commerce et l'élevage ; autres moyens (plus de 100.000 F CFA par personne et par an). La source de revenu est le commerce ou le salaire.

Graphique 3 : Revenu annuel en cash par personne en FCFA

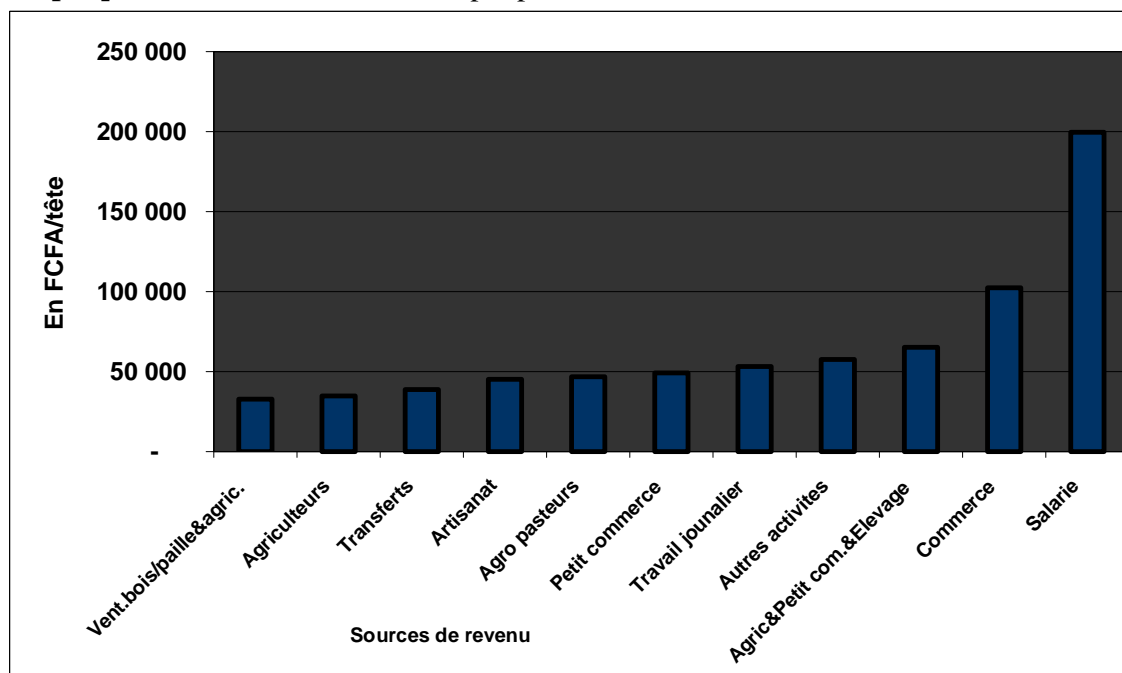


Tableau 2: Dépenses (avec valorisation de l'autoconsommation) moyennes par région et par zone écologique

Région	Moyenne dépenses totales alimentaires en cash au cours des 30 derniers jours	Moyenne dépenses totales alimentaires avec autoconsommation au cours des 30 derniers jours	Moyenne dépenses totales non alimentaires au cours des 30 derniers jours	Moyenne dépenses en céréales au cours des 30 derniers jours	Dépenses totales par tête et par jour	Proportion dépenses alimentaires dans les dépenses globales (avec autoconsommation) en %	Proportion dépenses alimentaires dans les dépenses globales (sans autoconsommation) en %
Agadez	52,948.7	53,559.5	36,869.5	29,314.9	507.9	61.7	61.5
Diffa	39,402.6	51,847.9	13,054.7	23,839.4	496.1	82.8	76.9
Dosso	35,546.0	57,943.6	19,216.1	15,707.0	317.2	77.2	63.7
Maradi	24,563.7	43,743.3	16,004.9	9,666.6	295.6	75.5	59.0
Tahoua	27,660.6	48,030.7	15,609.4	12,537.9	327.7	76.9	62.3
Tillabéri	28,619.6	47,587.6	14,201.2	14,951.3	278.1	78.4	63.4
Zinder	27,585.4	44,464.4	13,674.6	14,896.6	344.4	76.2	64.2
C. Urbaine de Niamey	30,315.0	46,886.8	20,415.3	16,928.9	280.3	70.6	60.8
Zone agro écologique							
Zone agricole	29,925.5	49,695.6	16,812.6	14,035.3	327.6	75.8	62.1
Zone agro pastorale	23,178.3	42,690.2	12,753.7	11,123.8	293.1	78.6	62.3
Zone pastorale et désertique	42,266.1	50,963.9	16,129.9	23,750.0	422.2	78.3	73.4
Milieu de résidence							
Urbain	50,662.9	58,116.9	26,127.3	26,428.8	477.5	70.5	66.9
Rural	24,418.5	45,505.7	13,318.9	11,394.3	293.7	78.2	62.3
CUN périphérie	30,315.0	46,886.8	20,415.3	16,928.9	280.3	70.6	60.8
Total	28,890.4	47,652.4	15,507.9	13,959.5	324.9	75.3	63.1

montants des dépenses alimentaires et non alimentaires et le milieu de résidence, montre que globalement, les dépenses alimentaires sont élevées. Sur le plan national, les dépenses alimentaires mensuelles y comprises les dépenses d'autoconsommation sont évaluées à 47 652 F CFA par ménage soit environ 208 F CFA par jour et par personne. La dépense totale moyenne par ménage est beaucoup plus élevée dans la région de Dosso (57 943 F CFA par ménage), alors que dans la ville d'Agadez c'est la dépense moyenne journalière par personne qui est plus élevée avec 508 F CFA. Les dépenses alimentaires mensuelles ne présentent pas de fortes disparités régionales comme l'illustrent les résultats de l'enquête. Elles varient de 57 943 F CFA à 43 743 F CFA respectivement à Dosso et à Maradi.

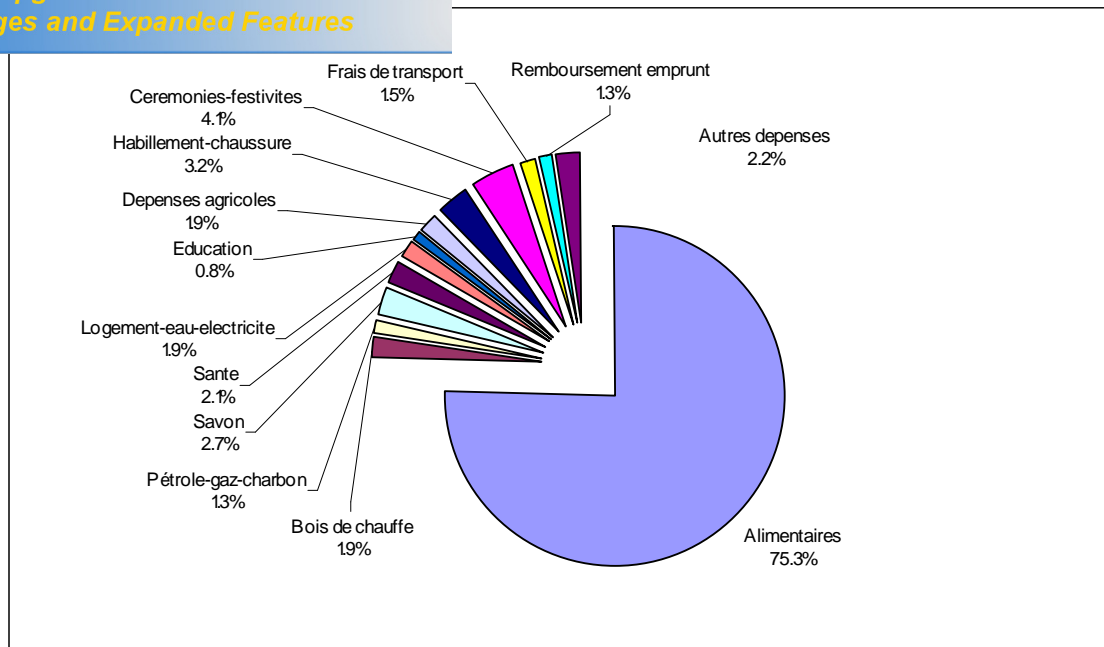
Suivant les systèmes de vie, les dépenses alimentaires mensuelles sont beaucoup plus élevées dans les zones pastorale et désertique avec 50 964 F CFA

Le tableau ci-dessus montre que dans les zones pastorales du pays, c'est en moyenne 23 750 F CFA qui sont consacrés à l'achat de céréales au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Le montant affecté à l'achat de céréales au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, par les ménages ruraux, est estimé quant à lui à 11 394 F CFA en moyenne. Cette dépense se situe à hauteur de 26 429 F CFA en milieu urbain hormis les périphéries de la ville de Niamey. Il ressort de ce tableau, que c'est seulement dans la ville d'Agadez et dans la région de Diffa que la dépense journalière par personne atteint 500 F CFA c'est-à-dire environ un \$ US probablement en raison de la forte proportion de salariés dans l'échantillon.

Il ressort également qu'en réalité la part des dépenses affectée à l'alimentation des ménages est très élevée si l'on considère l'autoconsommation. Plus des deux tiers des dépenses effectuées par les ménages sont consacrées à l'alimentation (75,3%). En revanche, si l'on se limite uniquement aux dépenses en cash des ménages, la part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales serait de 63.1%. En effet, la valorisation de l'autoconsommation est très importante, surtout en période des récoltes où la disponibilité alimentaire au sein des ménages est forte.

Le graphique ci-dessous donne la répartition des dépenses suivant les différents postes les plus importants et montre que les autres dépenses sont marginales par rapport aux dépenses alimentaires qui occupent plus de deux tiers des budgets des ménages au niveau national.

ses³ mensuelles selon les postes



Les dépenses d'éducation représentent à peine 1% et les dépenses de santé ne représentent que 2% tandis que les dépenses de cérémonies et de festivités représentent 4%. Cette configuration des dépenses montre le niveau d'extrême pauvreté qui caractérise la population.

1.3. Stratégies des ménages pour faire face aux besoins alimentaires

Tableau 3 : Répartition (%) des ménages selon les stratégies adoptées au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête

Stratégies des ménages au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête	% de ménages
Manger la même chose tous les jours	25,8%
Consommation d'aliments non habituels	21,8%
Diminution de la ration pour les adultes	21%
Consommer des aliments qu'on ne préfère pas manger d'habitude	17,8%
Diminution de la ration pour les enfants	13%
Vente des animaux pour cause d'insécurité alimentaire	7,9%
Recours inhabituel à l'emprunt	7,8%
Migration pour cause d'insécurité alimentaire	7,8%
Se coucher le soir sans manger par insuffisance de nourriture	7,3%
Passer toute une journée sans manger	4,9%
Vente de biens productifs pour cause d'insécurité alimentaire	2,2%
Vente de biens non productifs pour cause d'insécurité alimentaire	2,1%
Consommation d'aliments de pénurie	2%
Vente de terres pour cause d'insécurité alimentaire	0,7%
Diminution du nombre de repas	0,0%

³ Y compris les dépenses d'autoconsommation

a ration journalière

Sur le plan national, cette stratégie est observée dans 21% des ménages pour les adultes et 13% pour les enfants. Parmi les 21% des ménages qui ont mis en œuvre cette stratégie pour les adultes, 11% le faisaient assez souvent. Les régions les plus concernées sont Tillabéri (17,4%), Zinder (17,6%), Tahoua (14,2%) et Agadez (12,2%).

1.3.2 Réduction du nombre de repas journalier

La réduction du nombre de repas journalier n'est pas observée dans les ménages, aussi bien pour les adultes que pour les enfants.

1.3.3 Consommation des aliments

Au niveau national, 21,8% des ménages ont déclaré avoir au moins un membre ayant consommé un aliment non habituel au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Cette situation est observée assez souvent dans 18,1% des ménages concernés. Les régions les plus concernées sont : Tahoua (28,9%), Tillabéri (20,1%), Dosso (16,7%).

Par ailleurs, 25,8% des ménages ont dû être contraints de manger la même chose tous les jours au cours du dernier mois avant l'enquête dont 27,9% assez souvent. Les régions les plus concernées sont : Tillabéri (34,7%), Tahoua (34,5%), Dosso (32%) et Maradi (24,3%).

Enfin, 17,8% des ménages ont déclaré avoir consommé des aliments qu'ils ne préfèrent pas manger d'habitude. Cette pratique est observée assez souvent dans 17% des ménages. Les régions les plus concernées sont : Tahoua (23,9%), villages de la périphérie de Niamey (22,6%), Dosso (17,6%), Agadez Commune (16,2%) et Tillabéri (14,7%).

1.3.4 Inquiétude de manquer de nourriture

L'enquête fait ressortir que 30% des ménages se sont été inquiétés de manquer de nourriture au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Cette situation est plus souvent observée chez 23,1% des ménages. Les régions les plus concernées sont : Dosso (40,5%), villages de la périphérie de Niamey (31,1%), Tahoua (30,5%), Tillabéri (28%), Agadez Commune (22,2%).

1.3.5 Manquer de nourriture faute de moyens

Seulement 11,1% des ménages ont déclaré avoir eu à manquer de nourriture dans leurs maisons au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête faute de moyens d'y accéder. Les régions les plus touchées par cette situation sont : Diffa (50,9%), Agadez Commune (29,2%), Tillabéri (15,7%), Tahoua (12,4%).

Par ailleurs, 7,3% des ménages ont avancé se coucher le soir sans avoir mangé, en raison de l'insuffisance de nourriture au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête dont 16,2% assez fréquemment. Les régions les plus affectées sont : Tahoua (21,6%), Diffa (14,3%), Tillabéri (11,4%).

En outre, 4,9% des ménages ont déclaré avoir passé toute une journée sans manger, par manque de nourriture.

pénurie

ommé des aliments de pénurie au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, dont 8,7% assez fréquemment.

1.3.7 Constitution des réserves de semences

Environ 41% des ménages affirment n'avoir pas constitué des réserves de semences pour la prochaine campagne. Ces derniers pensent s'en procurer par achat sur les marchés (73%) ou auprès des parents et amis (22%). Pour ceux qui en ont constitué, 75,5% déclarent pouvoir les conserver jusqu'au prochain hivernage et 91% les qualifient de bonne qualité.

1.3.8 Recours inhabituel à l'emprunt pour acheter des produits alimentaires

Environ 13% des ménages ont déclaré avoir eu recours inhabituellement à l'emprunt pour acheter des produits alimentaires au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Les régions les plus concernées sont : Diffa (26,4%), Agadez Commune (21,4%), Périphérie de Niamey (18,4%), Tahoua (18%), Tillabéri (14,1%).

1.3.9 Migration des actifs pour des raisons d'insécurité alimentaire

La proportion des ménages ayant déclaré avoir enregistré des départs d'actifs pour des raisons d'insécurité alimentaire au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, est de 7,8%. Ces départs sont plus importants dans la région de Diffa (35,7%).

1.3.10 Vente des animaux pour des raisons d'insécurité alimentaire

La proportion des ménages qui ont déclaré avoir eu recours à la vente des animaux pour des raisons d'insécurité alimentaire est de 7,9%. Pour les régions de Diffa et Tahoua ce taux s'élève respectivement à 39,4% et 11,1%.

1.3.11 Vente de biens non productifs pour des raisons d'insécurité alimentaire

Seulement 2,1% des ménages ont déclaré avoir vendu des biens non productifs au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Toutefois, cette stratégie est beaucoup plus observée dans la région de Diffa avec 21,5% des ménages.

1.3.12 Vente de bien productifs pour des raisons d'insécurité alimentaire

Ici également 2,2% des ménages ont déclaré avoir vendu des biens productifs au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, avec une accentuation de la situation dans la région de Diffa avec 25,4% des ménages concernés.

1.3.13 Vente de terres pour des raisons d'insécurité alimentaire

L'enquête révèle que la vente des terres n'est observée que par 0,7% des ménages pour faire face à l'insécurité alimentaire.

ménages

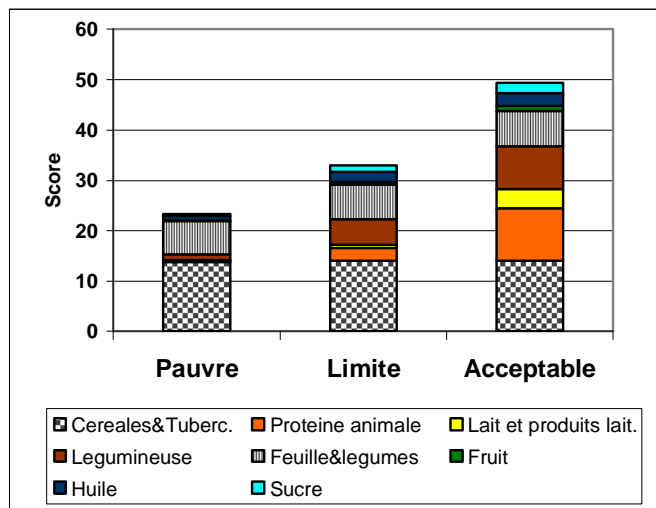
1.4.1 Consommation alimentaire des ménages au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête

Le régime alimentaire des ménages nigériens est très peu varié et essentiellement constitué de céréales. Les graphiques ci-dessous donnent la distribution du score de consommation alimentaire ainsi que les proportions des ménages suivant les différents groupes de consommation alimentaire. Il ressort que suivant la fréquence et la diversité du régime alimentaire, 5% des ménages ont une alimentation pauvre (score de consommation alimentaire en dessous de 28) constituée essentiellement de la consommation de céréales (7 jours sur 7) et de feuilles et légumes (7 jours sur 7). Les protéines d'origine animale, le lait et les produits laitiers sont presque absents de leur régime alimentaire.

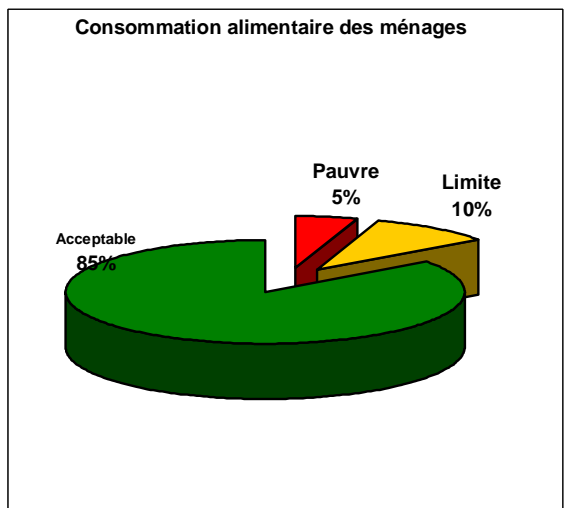
Les ménages avec une consommation alimentaire limite (score de consommation compris entre 28 et 42) représentent environ 10%. Leur alimentation est légèrement plus variée que les ménages précédents. Ils consomment plus de légumineuses (2 jours sur 7) mais moins de protéine d'origine animale (1 jour sur 7). Le lait et les produits laitiers sont absents de leur régime alimentaire.

Les ménages avec un régime alimentaire acceptable représentent 85% des ménages et leur consommation alimentaire est beaucoup plus variée. En plus de la consommation régulière de céréales et de feuilles et légumes (7 jours sur 7), les protéines d'origines animales (viande, poulet, poissons, òuf) sont consommées 3 jours sur 7, le lait et les produits laitiers sont également régulièrement consommés (6 jours sur 7).

Graphique 4 : Distribution du score de consommation alimentaire des ménages



Graphique 5 : Classes de consommation alimentaire des ménages



Le tableau ci-dessous donne la répartition des ménages suivant leur consommation alimentaire et les régions. La proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre est beaucoup plus élevée dans les régions de Tillabéri (10%), dans les villages périphériques de Niamey (10.2%), soit deux fois plus élevée que la moyenne nationale. Elle est de 8.2% dans la région de Dosso

taire suivant les régions, la zone agro écologique et le

Régions	Pauvre	Limite	Acceptable	Total
Agadez	4.6	15.1	80.3	100
Diffa	1.6	7.9	90.5	100
Dosso	8.2	11.6	80.3	100
Maradi	6.5	9.7	83.7	100
Tahoua	1.3	3.9	94.8	100
Tillabéri	10.0	10.8	79.2	100
Zinder	2.5	14.6	82.9	100
C. Urbaine de Niamey	10.2	18.0	71.9	100
Zone agricole	5.0	9.9	85.1	100
Zone agro pastorale	5.5	10.6	83.9	100
Zone pastorale et désertique	2.9	10.1	87.1	100
Urbain	2.4	8.3	89.4	100
Rural	5.5	10.5	84.0	100
Total	5.0	10.1	84.9	100

1.4.2 Moyens de subsistance et consommation alimentaire

Tableau 5 : répartition de la consommation alimentaire des ménages suivant les différentes catégories de moyens de subsistance

Catégorie de moyens de subsistance	Pauvre	Limite	Acceptable	Total
Agriculteurs	5.5	9.2	85.3	100
Autres activités	4.7	9.1	86.2	100
Petit commerce	6.6	13.5	79.9	100
Agro pasteurs	3.6	11.6	84.7	100
Transferts	7.1	11.8	81.1	100
Travail journalier	5.0	9.5	85.5	100
Commerce	1.0	1.5	97.5	100
Salarie	0.2	4.0	95.8	100
Vente de bois de paille&agriculture	7.9	11.1	81.0	100
Agric&Petit com.&Elevage	3.2	9.5	87.3	100
Artisanat	3.6	15.3	81.2	100
Total	5.0	10.1	84.9	100

Le tableau ci-dessus donne la répartition de la consommation alimentaire des ménages suivant les différentes catégories de moyens de subsistance et montre que la proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre est beaucoup plus élevée parmi les ménages qui dépendent de la vente de bois et/ou de paille et de l'agriculture (7.9%), des transferts (7.1%) du petit commerce (6.6%) et de l'agriculture (5.5%). Les proportions les plus faibles concernent les salariés (0.2%) et les commerçants (1.0%).

1.4.3 Diversité alimentaire des ménages au cours des 24 H précédant l'enquête

Le score de diversité alimentaire a été calculé suivant la méthode de FANTA⁴ : 12 groupes

score calculé uniquement sur les 24 heures précédant l'enquête ; 2) les tubercules ; 3) les légumineuses ; 4) les produits laitiers ; 10) Huile ; 11) Sucre, 12) Thé et autres boissons. Si un groupe donné est consommé par le ménage au cours des 24 heures précédant l'enquête, le score vaut 1 et 0 sinon. Le score global est obtenu en sommant les scores individuels des groupes.

L'analyse croisée du score de consommation alimentaire précédemment décrit et du score de diversité alimentaire au cours des 24 H précédant l'enquête fait ressortir que les deux scores sont très proches (coefficient de corrélation de Pearson = 0.716 et P= 0.000 au seuil de 1%).

Tableau 6 : distribution croisée du score de consommation alimentaire

SCORE CONSOMMATION ALIMENTAIRE (7 derniers jours)	SCORE DIVERSITE ALIMENTAIRE AU COURS DES 24 H PRECEDANT L'ENQUETE					Total
	1 groupe	2 à 3 groupes	3 à 5 groupes	5 à 7 groupes	Plus de 7 groupes	
Pauvre	41.2	38.1	19.2	1.5	0.0	100.0
Limite	9.4	25.5	44.8	18.8	1.7	100.0
Acceptable	0.6	6.9	29.6	40.1	22.7	100.0
Total	3.6	10.4	30.6	36.0	19.5	100.0

Le tableau ci-dessous donne la distribution croisée du score de consommation alimentaire (diversité et fréquence) et le score de diversité alimentaire calculé au cours des derniers 24 heures précédant l'enquête. Ainsi, 41.2% des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ont consommé un seul groupe d'aliments au cours des 24 heures précédant l'enquête, contre 9.4% pour les ménages avec une consommation alimentaire limite et seulement 0.6% pour les ménages avec une consommation alimentaire acceptable. De même, la proportion des ménages ayant consommé entre 2 et 3 groupes d'aliments au cours des dernières 24 heures précédant l'enquête est beaucoup plus élevée parmi les ménages avec une consommation alimentaire pauvre suivant la fréquence et la diversité du régime alimentaire au cours des 7 derniers jours (38.1%) contre 25.5% pour les ménages avec une consommation alimentaire limite et 6.9% pour les ménages avec une consommation alimentaire acceptable. En revanche, la proportion des ménages qui ont consommé plus de 5 groupes d'aliments au cours des dernières 24 heures est beaucoup plus élevée parmi les ménages avec une consommation alimentaire acceptable.

1.4.4 Alimentation des enfants de 6 à 24 mois

La mauvaise qualité de l'alimentation figure parmi les multiples causes de la malnutrition chez les enfants. La diversité alimentaire (nombre de différents groupes d'aliments consommés par un enfant) est un élément d'appréciation de la qualité de son alimentation. Le tableau ci-dessous donne les différents groupes d'aliments ainsi que le pourcentage des enfants de 6 à 24 mois qui ont consommé un groupe donné au cours des 24 heures précédant l'enquête. Les résultats indiquent que l'alimentation des enfants de 6 à 24 mois au Niger est essentiellement basée sur les céréales et les produits laitiers. Les autres groupes d'aliments qui apportent des compléments nutritifs variés nécessaires pour une alimentation équilibrée et une croissance normale sont très peu consommés.

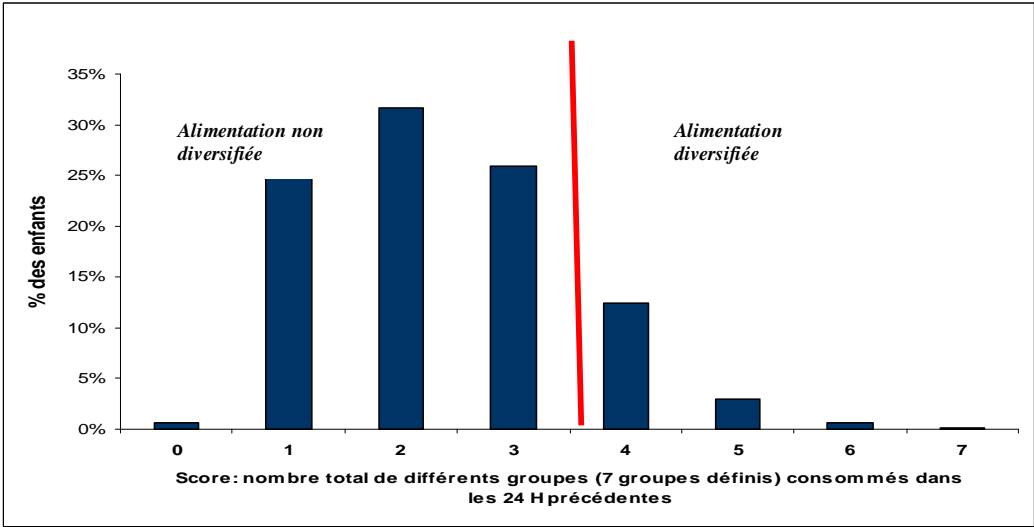
nts de 6 à 24 mois dans les 24 heures précédant l'enquête

Groupe d'aliments	% qui ont consommé
Produits Laitiers*	87.1
Céréales**	92.2
Légumineuses***	15.2
Légumes	12.6
Fruits	2.6
Viandes****	17.9
Huiles	45.2

*les produits laitiers: lait maternel, lait en poudre/boite, lait frais d'animal, produits laitiers (yaourt, fromage) ;
 **les céréales : aliments pour le bébé (commercialisé), farine de sevrage (commercialisé), bouille locale, UNIMIX/CSB, boule, sorgho, riz, farine, maïs, mil, et tubercules (pomme de terre, patate douce, manioc, igname, taro) ;
 ***les Légumineuses: lentilles, haricots, niébé, pousses de soja, arachides ;
 ****les viandes : viande, volaille, poisson, ò ufs

Sur la base de ces 7 groupes d'aliments, un score de diversité variant d'un minimum de 0 à un maximum de 7 a été calculé pour les enfants de 6 à 24 mois. Le graphique N°3 en annexe donne la distribution de ce score. Tous les enfants qui ont un score de diversité inférieur à 4 sont considérés comme ayant une alimentation non diversifiée. Sur cette base, les résultats montrent que plus de 8 enfants sur 10 (84%) au Niger ont une alimentation non diversifiée.

Graphique 6 : Distribution du score de diversité alimentaire pour les enfants de 6 à 24 mois



ménages

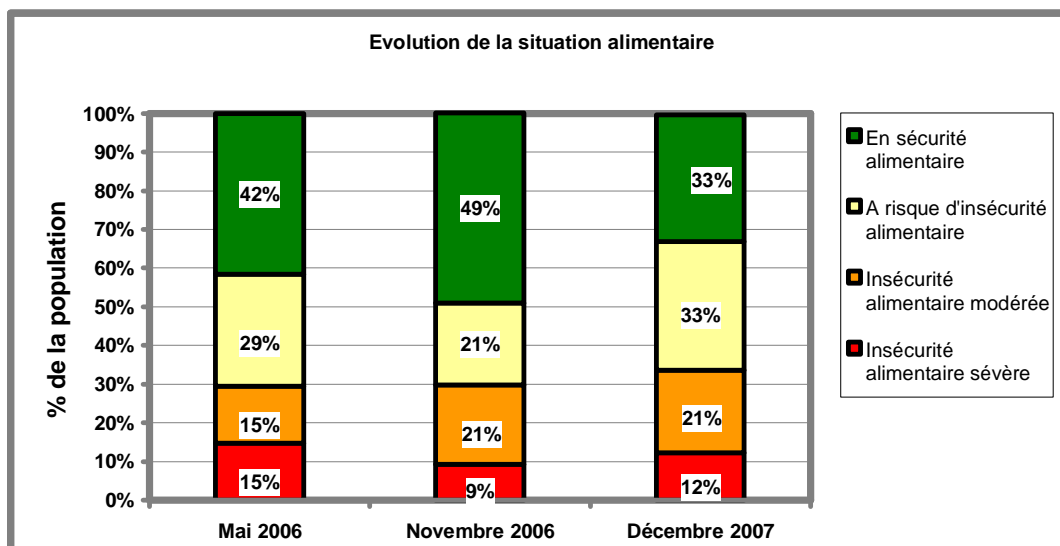
insécurité alimentaire ?

Sur la base de la méthodologie adoptée, les résultats extrapolés sur une population totale de 12.370.412 (hormis la ville de Niamey, le milieu rural de la région d'Agadez ainsi que les centres urbains d'Arlit, Tchirozérine et Bilma) montrent que 12% de la population, soit 1.441.967 personnes sont en insécurité alimentaire sévère contre 1.100.000 personnes en novembre 2006. L'insécurité alimentaire modérée touche 21% de la population, soit 2.656.065 personnes contre 2.500.000 personnes en 2006.

Ces résultats indiquent une légère dégradation de la situation alimentaire par rapport à la même période de l'année passée. On note ainsi une augmentation de la proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère qui passe de 9% en novembre 2006 à 12% en janvier 2008. En revanche, la proportion de ménages en insécurité alimentaire modérée est restée presque au même niveau : 22% contre 21%.

En dehors de chocs exogènes graves qui peuvent contribuer à une détérioration rapide de la situation alimentaire, le reste de la population, soit 67% des ménages (7 ménages sur 10) peuvent couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes.

Graphique 7: Evolution de la situation alimentaire au Niger



1.5.2 Qui sont les populations en insécurité alimentaire ?

Les ménages en insécurité alimentaire sévère sont caractérisés par des déficits par rapport à chaque dimension de la sécurité alimentaire à savoir, la disponibilité, l'accèsibilité et l'utilisation. L'insécurité alimentaire sévère touche surtout les exploitants agricoles ayant enregistré une faible production cette année, les ménages dépendant du travail journalier, de la vente de bois, de paille, du petit commerce ou dont le chef de ménage est une femme. Leurs stocks alimentaires ne peuvent couvrir leurs besoins alimentaires que pour une période de deux mois. Ils disposent de très peu d'opportunités pour générer des revenus additionnels. Leur pouvoir d'achat est trop faible pour leur permettre d'acheter des vivres sur les marchés.

ités. Depuis les récoltes de 2006/2007, plus de 60% des
sévère se sont endettés pour satisfaire leurs besoins
pour l'ensemble des ménages. En outre, les stratégies
de survie qu'ils ont développées pour faire face à des difficultés alimentaires au cours des
dernières semaines précédant l'enquête témoignent de leur niveau de précarité et contribuent à
les fragiliser davantage et à affaiblir leur résistance face aux futurs chocs. Parmi ces stratégies,
on peut citer la vente d'animaux reproducteurs et de biens productifs, la diminution du
nombre de repas aussi bien pour les adultes que pour les enfants, le départ d'actifs,
l'endettement.

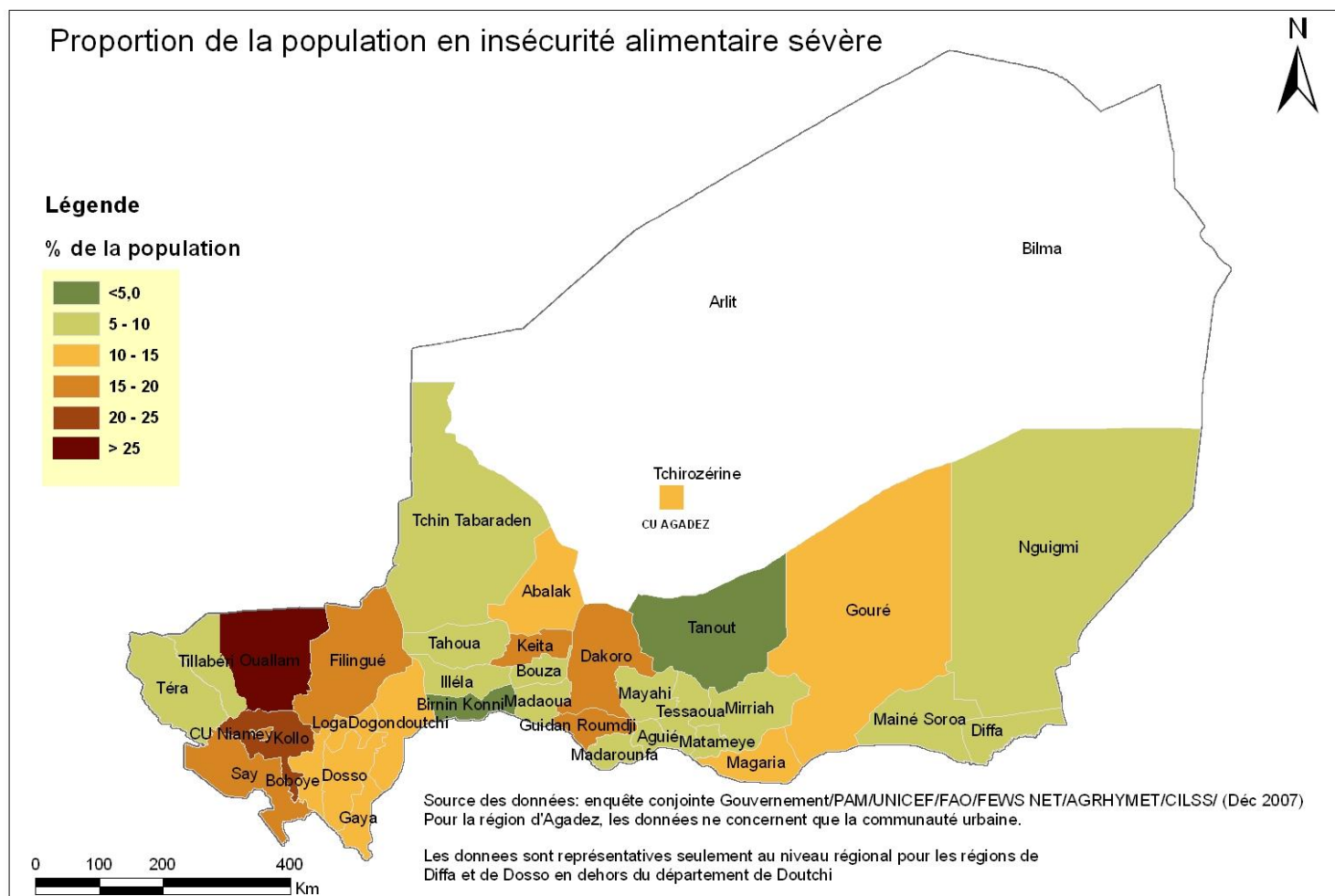
1.5.3 Où sont localisées les populations en insécurité alimentaire ?

L'insécurité alimentaire sévère affecte plus **les régions** de Tillabéri (17,0% de la population),
Dosso (13,9% de la population), Maradi (11,6% de la population). Des ménages de la ville
d'Agadez (13,9%) et des villages périphériques de la ville de Niamey (18,4% de la
population) souffrent également d'une insécurité alimentaire sévère. Par rapport à Novembre
2006, la proportion de la population en insécurité alimentaire sévère a augmenté dans toutes
les régions en dehors de celle de Tahoua où on a enregistré une baisse.

Les départements où les plus fortes proportions de la population en insécurité alimentaire
sévère sont enregistrées sont celles de Ouallam (33,0% de la population), de Kollo (24,7% de
la population), de Dakoro (18,7% de la population), de Filingué (15,5% de la population), de
Keita (15,2% de la population), de Guidan Roumdji (16,0% de la population), de
Dogondoutchi (13,1% de la population), de Magaria (13,0% de la population).

Le milieu rural avec 12,7% de la population contre 6,1% en milieu urbain est le plus touché
par l'insécurité alimentaire sévère. Suivant les zones agro écologiques, la zone agro pastorale
et pastorale sont les plus affectées par l'insécurité alimentaire sévère avec respectivement
13,1% et 13,1% de la population contre 10,8% de la population dans la zone agricole.

Carte 1: Dimension spatiale de l'insécurité alimentaire sévère



ation en insécurité alimentaire selon en mai 2006, novembre 2006 et décembre 2007 par région et par
 zone agro-écologique et par milieu de résidence

Régions	Insécurité alimentaire Sévère			Insécurité alimentaire Modérée			En insécurité alimentaire (sévère + modérée)			Sécurité alimentaire Moyenne			En sécurité alimentaire Totale		
	mai-06	nov.-06	Déc.-07	mai-06	nov.-06	Déc.-07	mai-06	nov.-06	Déc.-07	mai-06	nov.-06	Déc.-07	mai-06	nov.-06	Déc.-07
Agadez	11,7%	6,7%	13,9%	5,4%	17,9%	9,1%	17,1%	24,6%	23,0%	25,3%	10,5%	48,6%	57,5%	64,9%	28,5%
Diffa	2,1%	1,3%	7,3%	6,7%	10,6%	41,4%	8,8%	11,9%	48,7%	27,9%	19,1%	32,6%	63,2%	69,0%	18,7%
Dosso	19,3%	6,1%	13,5%	23,4%	21,9%	19,7%	42,7%	27,9%	33,2%	32,7%	24,4%	31,5%	24,6%	47,6%	35,3%
Maradi	11,7%	6,7%	11,9%	15,1%	18,2%	11,6%	26,8%	24,9%	23,5%	29,9%	22,7%	24,4%	43,4%	52,4%	52,1%
Tahoua	24,3%	15,3%	8,4%	16,2%	22,3%	31,9%	40,5%	37,6%	40,3%	27,6%	16,7%	30,8%	32,0%	45,7%	28,8%
Tillabéri	16,0%	12,5%	19,2%	15,9%	21,3%	19,5%	31,9%	33,8%	38,7%	32,8%	22,9%	41,0%	35,3%	43,3%	20,3%
Zinder	9,1%	8,8%	9,6%	11,1%	22,0%	21,8%	20,2%	30,8%	31,4%	26,0%	22,0%	38,5%	53,7%	47,2%	30,1%
C.U Niamey	-	1,1%	18,4%	-	22,3%	17,5%	-	23,3%	35,9%	-	30,6%	39,9%	-	46,1%	24,1%
Zone agricole	14,2%	6,8%	10,9%	17,4%	19,3%	18,5%	31,6%	26,1%	29,4%	30,9%	21,3%	32,5%	37,5%	52,6%	38,0%
Zone agro pastorale	16,2%	14,7%	14,4%	9,1%	23,2%	24,0%	25,3%	37,9%	38,4%	25,3%	22,7%	34,2%	49,4%	39,3%	27,4%
Zone pastorale et désertique	14,2%	11,6%	13,4%	9,4%	21,0%	28,5%	23,6%	32,6%	41,9%	24,2%	16,9%	34,3%	52,2%	50,4%	23,9%
Milieu rural	15,5%	10,0%	13,5%	15,9%	20,5%	23,3%	31,4%	30,5%	36,8%	29,7%	21,9%	30,6%	38,8%	47,5%	32,6%
Milieu urbain	9,2%	4,5%	6,3%	6,4%	20,1%	12,0%	15,6%	24,6%	18,3%	23,5%	16,2%	45,6%	60,9%	59,2%	36,1%
CU Ny périphérie			18,4%			17,5%			35,9%			39,9%			24,1%
Total	14,7%	9,3%	12,3%	14,7%	20,5%	21,3%	29,4%	29,8%	33,6%	29,0%	21,2%	33,2%	41,6%	49,1%	33,2%

1.6. Profil d'insécurité alimentaire des ménages

(voir méthodologie plus détaillée en annexe du document)

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
Insécurité alimentaire sévère (11.7% de la population) ~ 1 441 967 personnes	<ul style="list-style-type: none"> • Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (20,9%) contre 11,8% pour les ménages dirigés par les hommes ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 7,4 personnes ; • Plus d'un ménage sur deux (51,1%) ayant exploité des champs en 2007 ont jugé la campagne agricole mauvaise contre 35,8% pour l'ensemble des ménages; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 2 mois; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 1 chèvre, 1 mouton et 2 poulets ; • Les principales sources de revenu pour ce groupe sont la vente de bois ou de paille, le travail journalier, le transfert, l'artisanat, la vente de produits agricoles ; • 80,4% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de nourriture dont près de 60% aux dépenses de céréales; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 35,5 et le score moyen de diversité alimentaire est de 4,1, traduisant un régime alimentaire très pauvre et peu diversifié; • Plus de 6 ménages sur 10 (60,4%) sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2006 et 25,8% ont eu recours à l'emprunt au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête pour acheter de la nourriture ; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 10,9 contre une moyenne de 3,9 pour l'ensemble des ménages⁵ ; <ul style="list-style-type: none"> - 7,7% des ménages ont eu un recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 2,1% pour l'ensemble des ménages; - 24,1% des ménages ont passé au moins toute une journée sans manger contre 5,4% pour l'ensemble de l'échantillon; - 29,9% des ménages ont déclaré aller se coucher le ventre vide parce qu'il n'y avait rien à manger au moins une fois contre 7,6% pour l'ensemble des ménages ; - 39,9% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les adultes contre 22,6% pour l'ensemble des ménages et 17,2% ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les enfants contre 10,8% pour l'ensemble des ménages; - 13,3% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre des repas aussi bien pour les adultes que pour les enfants, contre 9,8% pour l'ensemble des ménages; - 15,2% des ménages ont déclaré avoir enregistré des départs actifs contre 8,6% pour l'ensemble des ménages; - 7,9% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 9,1% pour l'ensemble des ménages ; - 2,4% des ménages ont déclaré avoir vendu des biens non productifs pour des raisons alimentaires, contre 2,3% pour l'ensemble des ménages ; - 1,6% des ménages ont vendu des biens reproductifs, contre 2,4% pour l'ensemble des ménages ;

Principales caractéristiques

insécurité
alimentaire
modérée
(21.5% de la
population) ~
2.656.065

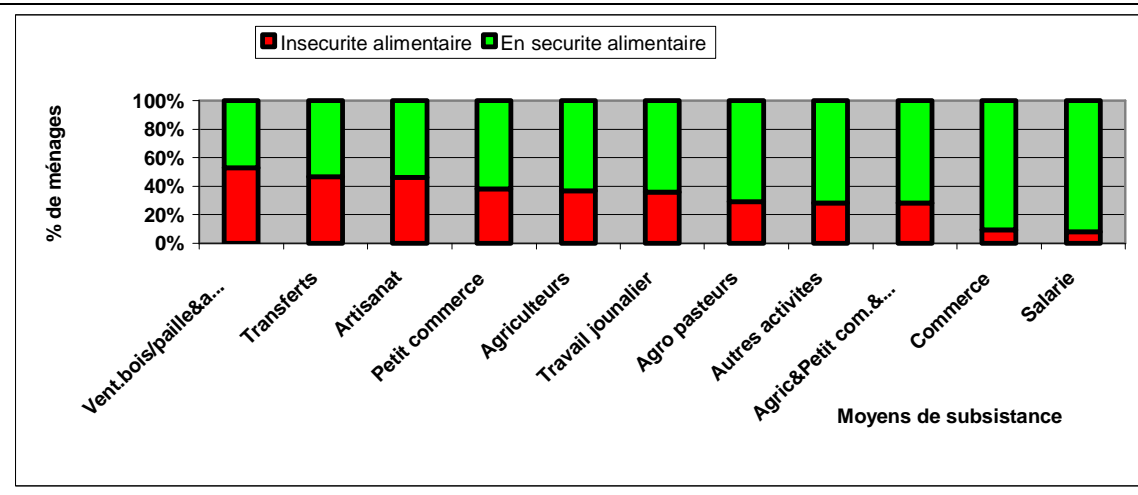
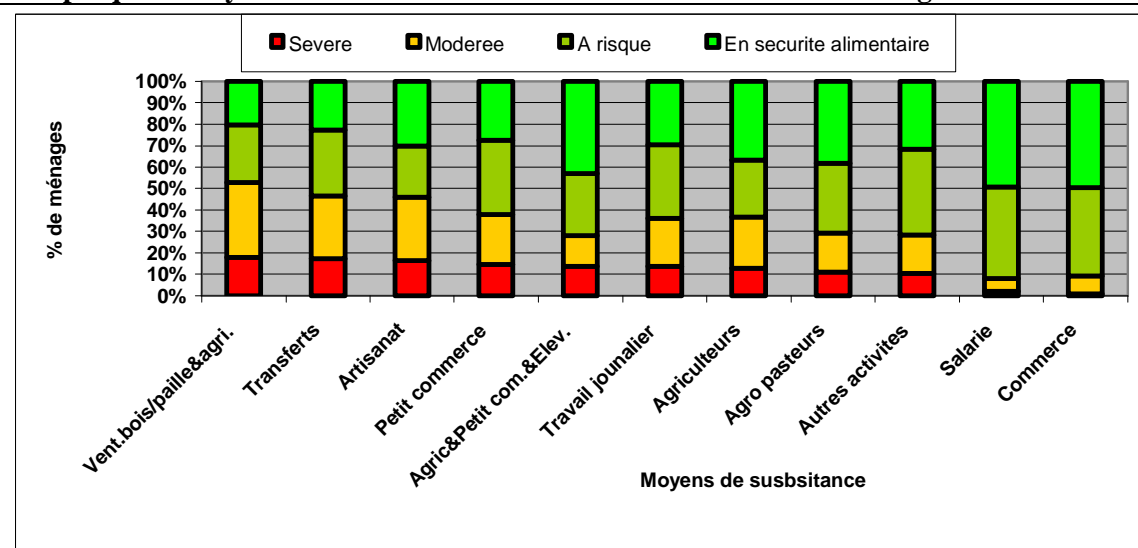
- Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (30,9%) contre 20,9% pour les ménages dirigés par les hommes ;
- La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 7,5 personnes ;
- 44,0% des ménages ayant exploité des champs en 2007 ont jugé la campagne agricole mauvaise contre 35,8% pour l'ensemble de l'échantillon;
- La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 2 mois ;
- En moyenne, un ménage de ce groupe possède 2 chèvres, 1 mouton et 2 poulets ;
- Les principales sources de revenu pour ce groupe sont la vente de bois ou de paille, le travail journalier, le transfert reçu, l'artisanat, le petit commerce;
- 85,5% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de nourriture dont 64% aux dépenses de céréales;
- Le score de consommation alimentaire moyen est de 60,7 et le score moyen de diversité alimentaire est de 5,8 ;
- Plus de 5 ménages sur 10 (51,8%) sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2006 et 21,6% ont eu recours à l'emprunt au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête pour acheter de la nourriture ;
- L'indice de stratégie de survie moyen est de 5,9 contre une moyenne de 3,9 pour l'ensemble des ménages⁶ ;
 - 2,4% des ménages ont eu un recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 2,1% pour l'ensemble des ménages;
 - 7,8% des ménages ont passé au moins toute une journée sans manger contre 5,4% pour l'ensemble de l'échantillon;
 - 12,1% des ménages ont déclaré aller se coucher le ventre vide parce qu'il n'y avait rien à manger au moins une fois contre 7,6% pour l'ensemble des ménages ;
 - 36,8% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les adultes contre 22,6% pour l'ensemble des ménages, et 17,2% ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les enfants contre 10,8% pour l'ensemble des ménages;
 - 15,2% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre des repas aussi bien pour les adultes que pour les enfants, contre 9,8% pour l'ensemble des ménages;
 - 12,5% des ménages ont déclaré avoir enregistré des départs actifs contre 8,6% pour l'ensemble des ménages;
 - 12,0% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 9,1% pour l'ensemble des ménages ;
 - 4,7% des ménages ont déclaré avoir vendu des biens non productifs pour des raisons alimentaires contre 2,3% pour l'ensemble des ménages ;
 - 4,2% des ménages ont vendu des biens reproductifs contre 2,4% pour l'ensemble des ménages ;

Principales caractéristiques	
<p>À risque d'insécurité alimentaire (32,2% de la population) ~ 3 985 562 personnes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 7,8 personnes ; • 41,2% des ménages ayant exploité des champs en 2007 ont jugé la campagne agricole mauvaise contre 35,8% pour l'ensemble des ménages; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 2 mois ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 1 boeuf, 2 moutons, 3 chèvres et 3 poulets ; • Les principales sources de revenu pour ce groupe sont le salaire, le commerce, la vente de bétail, le transfert reçu. • 72,0% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de nourriture dont 45% aux dépenses de céréales; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 66,2 et le score moyen de diversité alimentaire est de 6,2 ; • 47,5% sont endetté pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2006 et 12,7% ont eu recours à l'emprunt au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête pour acheter de la nourriture ; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 2,1 contre une moyenne de 3,9 pour l'ensemble des ménages⁷.
<p>En sécurité alimentaire (34,7% de la population) ~ 4 286 818 personnes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 8 personnes ; • 19,0% des ménages ayant exploité des champs en 2007 ont jugé la campagne agricole mauvaise contre 35,8% pour l'ensemble de l'échantillon; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 7 mois ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 2 boeufs, 2 moutons, 4 chèvres et 4 poulets ; • Les principales sources de revenu pour ce groupe sont le transfert reçu, le salaire, le commerce, la vente de bétail ; • 74,2% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de nourriture dont 44% aux dépenses de céréales; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 69,9 et le score moyen de diversité alimentaire est de 6,2 ; • 39,9% sont endetté pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2006 et 6,9% ont eu recours à l'emprunt au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, pour acheter de la nourriture ; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 1,5 contre une moyenne de 3,9 pour l'ensemble des ménages⁸.

Insécurité alimentaire

Les graphiques ci-dessous donnent la répartition des ménages suivant la typologie des moyens de subsistance définis ci-dessus et montrent que la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère est au dessus de la moyenne nationale parmi les ménages dont le principal moyen de subsistance est la vente de bois, de paille et l'agriculture (17.8%), les transferts (17.4%), l'artisanat (16.4%), le petit commerce (14.6%), l'agriculture et le petit commerce et l'élevage (13.6%), le travail journalier (12.6%).

Graphique 8 Moyens de subsistance et insécurité alimentaire des ménages



Si l'on considère la proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée, on note qu'elle est plus élevée parmi les ménages dont les principaux moyens de subsistance sont des sources de revenus suivantes: vente de bois, de paille et agriculture (52.8%), les transferts (46.6%), l'artisanat (45.9%), le petit commerce (37.8%), l'agriculture (36.8%) et le travail journalier (35.9%).

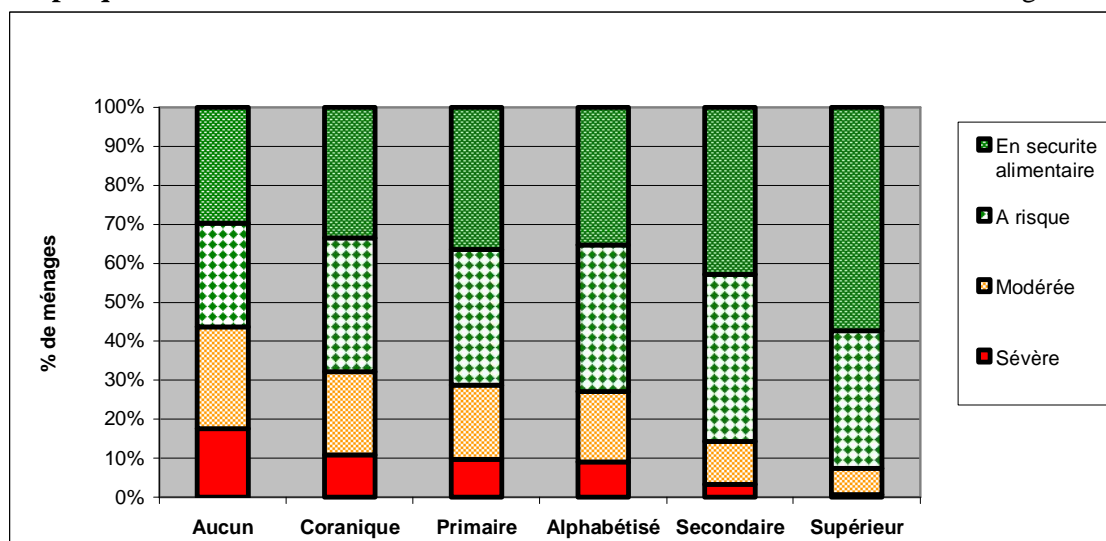
le ménage et insécurité alimentaire du d' instruction du chef de ménage

Tableau 9 : Insécurité alimentaire suivant le niveau d' instruction du chef de ménage

Classes d'insécurité alimentaire	Sévère	Modérée	A risque	En sécurité alimentaire	Total
Aucun	17.7	26.1	26.5	29.8	100
Coranique	10.9	21.4	34.2	33.6	100
Primaire	9.7	19.1	34.8	36.4	100
Alphabétisé	9.1	18.0	37.5	35.3	100
Secondaire	3.3	11.1	42.8	42.9	100
Supérieur	0.7	6.8	35.1	57.4	100

Le tableau ci-dessus et le graphique ci-dessous montrent que le niveau d'insécurité alimentaire du ménage est lié au niveau d' instruction du chef de ménage. La proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère est plus élevée chez les ménages dont le chef n'a aucun niveau d' instruction (17.7%). Cette proportion est de 10.9% parmi les ménages dont le chef de ménage a un niveau d' instruction coranique, de 9.7% parmi les ménages dont le chef de ménage a un niveau d' instruction primaire, de 9.1% parmi les ménages dont le chef de ménage est alphabétisé, de 3.3% parmi les ménages dont le chef de ménage a un niveau d' instruction secondaire et de seulement 0.7% parmi les ménages dont le chef de ménage a un niveau d' instruction supérieur.

Graphique 9 : Insécurité alimentaire suivant le niveau d' instruction du chef de ménage



De même, on note que la proportion des ménages en insécurité alimentaire modérée est beaucoup plus élevée parmi les ménages dont le chef de ménage n'a aucun niveau d' instruction (26.1%). Cette proportion est de 21.4% parmi les ménages dont le chef de ménage a un niveau d' instruction coranique, de 19.1% parmi les ménages dont le chef a un niveau d' instruction primaire, de 18.0% parmi les ménages dont le chef est alphabétisé, de 11,1% parmi les ménages dont le chef a un niveau d' instruction secondaire et de 6.8% parmi les ménages ayant un niveau d' instruction supérieur.

Ces résultats montrent l'importance de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations dans le contexte Nigérien.

ENQUÊTE AU NIVEAU DES VILLAGES

L'administration du questionnaire "village" s'est faite en Focus Group avec des informateurs clefs disponibles. Les personnes concernées étaient le chef de village ou son représentant, les notables, les leaders d'opinion, le directeur d'école, le gérant de la case de santé ou du centre de santé intégré, l'agent agricole ou vétérinaire, etc. Il s'est agi d'interroger les personnes capables de répondre de manière satisfaisante et qui connaissent réellement les réalités et les conditions de vie du village. L'enquête a touché au total 215 villages..

2.1 Appréciation de la campagne agro-pastorale 2007 ó 2008

Au cours de l'hivernage 2007, les semis se sont concentrés en juin ó juillet dans 79,6% des villages enquêtés. Toutefois 17% des villages ont semé en mai et 1,4% en avril.

Dans 61,9% des villages, les pluies utiles se sont arrêtées en septembre. Cet arrêt a été plus précoce, puisqu'il est intervenu en août dans 27,4% des villages.

Le tableau ci-dessous montre que l'installation précoce (mai) et l'arrêt très brusque (août) des pluies ont concerné l'ensemble des régions.

Tableau 10 : Installation et arrêt des pluies

Région	1ère pluie utile en mai	Arrêt pluie en août
Diffa	12,5%	50,0%
Dosso	27,8%	16,7%
Maradi	11,8%	20,6%
Tahoua	16,1%	40,3%
Tillabéri	17,6%	33,3%
Zinder	20,0%	8,6%
Niamey	28,7%	-
Total	17,7%	27,4%

Dans toutes les régions, la majorité des villages enquêtés ont enregistré des séquences de sécheresses de 10 jours ou plus. Au total, 81,9% des villages affirment avoir vécu cette situation. Ces interruptions de pluie ont intervenu sur les différents stades de développement végétatif des cultures comme l'indique le tableau ci dessous.

Tableau 11: Sècheresses de 10 jours et plus enregistrées au cours de la campagne agricole.

Région	Rupture de pluie à la levée	Rupture de pluie au tallage	Rupture de pluie à la montaison	Rupture de pluie à l'épiaison	Rupture de pluie à la floraison/grenaison
Diffa	20,0%	0%	80,0%	60,0%	60,0%
Dosso	60,0%	26,7%	33,3%	26,7%	40,0%
Maradi	31,8%	31,8%	22,7%	22,7%	0%
Tahoua	29,6%	9,6%	30,8%	47,1%	62,7%
Tillabéri	56,4%	15,8%	38,5%	44,7%	73,7%
Zinder	43,8%	27,3%	63,6%	33,3%	27,3%
Niamey	75,0%	25,0%	-	100,0%	100,0%
Total	42,1%	18,9%	39,1%	40,1%	48,5%

L'examen de ce tableau fait ressortir que le stade phénologique le plus affecté est le stade de floraison/grenaison avec 48,5%. Il est suivi des stades de levée (42,1%), épiaison (40,1%) et de montaison (39,1%). Le stade le moins affecté est celui du tallage (18,9%).

ruptures des pluies sont :

Niamey (75%), Dosso (60%), Tillabéri (56,4%) et Zinder

- Pour le stade "montaison" : Diffa (80%), Zinder (63,6%) et Tillabéri (38,5%).
- Pour le stade "épiaison" : Niamey 100%, Diffa (60%), Tahoua (47,1%) et Tillabéri (44,7%) ;
- Pour le stade floraison/grenaison : Niamey (100%), Tillabéri (73,7%), Tahoua (62,7%), Diffa (60%).

2.1.1 Pâturage et mouvement du bétail

Sur le plan pastoral, 64% des villages déclarent que l'état du pâturage (disponibilité et qualité) s'est globalement détérioré par rapport à l'année précédente. Ceci a eu pour conséquence la diminution de la concentration et/ou du mouvement de bétail dans la majorité des villages concernés. Cette situation est observée dans 44,2% des villages enquêtés. L'amélioration de l'état du pâturage est observée dans 31,8% des villages.

Tableau 12 : Etat du pâturage

Région	Détérioration état pâturage par rapport année précédente	Plus de concentration/mouvement de bétail que année passée	Moins de concentration/mouvement de bétail que année passée
Diffa	25,0%	87,5%	-
Dosso	88,9%	16,7%	66,7%
Maradi	79,4%	23,5%	64,7%
Tahoua	54,1%	37,1%	48,4%
Tillabéri	49,0%	41,2%	23,5%
Zinder	77,1%	5,7%	37,1%
Niamey	100%	-	85,7%
Total	64,0%	29,8%	44,2%

La détérioration de l'état du pâturage par rapport à l'année précédente est beaucoup plus accentuée dans les régions de Niamey (100%), Dosso (88,9%), Maradi (79,4%), Zinder (77,1%), Tahoua (54,1%) et Tillabéri (49%). L'état des pâturages s'est considérablement amélioré par rapport à l'année précédente dans la région de Diffa..

2.1.2 Situation alimentaire

Dans un contexte d'insécurité alimentaire, les marchés jouent un rôle de premier ordre. Ils constituent, surtout pendant la période de soudure, la principale source de ravitaillement pour la majorité des ménages. Leur approvisionnement et les niveaux des prix pratiqués constituent un facteur important qui affecte la sécurité alimentaire des ménages.

Le niveau des prix et les niveaux de ravitaillement des marchés tels que ressortis par l'enquête villages, présagent des perspectives difficiles pour les ménages vulnérables. En effet, plus de la moitié des villages ont déclaré que les prix sont en hausse sur les marchés aussi bien par rapport au mois précédant l'enquête (79,5%), que comparés à la même période de l'année passée (53,5%). Cette hausse quasi générale ne doit pas cependant cacher une situation très localisée des prix beaucoup plus favorable aux consommateurs. En effet, 27,9% de villages déclaraient les prix des céréales en baisse respectivement par rapport à la même période de l'année précédente. Concernant la présence physique des céréales sur les marchés, 73,4% de villages ont déclaré une baisse de l'offre par rapport au mois précédent.

on des prix est beaucoup plus défavorable pour les e majorité des villages (71 à 88% selon les régions), nmateurs en hausse sur les marchés par rapport au mois précédent. Par rapport à la même période de l'année précédente, 56 à 100% des villages de Diffa, Dosso, Maradi, Zinder et Niamey trouvaient les prix des céréales en hausse sur les marchés.

Le tableau ci-après donne le pourcentage des villages selon les régions.

Tableau 13: situation des prix des céréales par rapport au même mois de l'année précédente

Région	Situation des prix				Total
	<i>En baisse</i>	<i>Stable</i>	<i>En hausse</i>	<i>Flambée (hausse exagérée)</i>	
Diffa	0%	0%	100,0%	0%	100,0%
Dosso	5,6%	5,6%	88,9%	0%	100,0%
Maradi	35,3%	8,8%	55,9%	0%	100,0%
Tahoua	33,9%	27,4%	37,1%	1,6%	100,0%
Tillabéri	23,5%	25,5%	49,0%	2,0%	100,0%
Zinder	34,3%	8,6%	57,1%	0%	100,0%
Niamey	28,6%		57,1%	14,3%	100,0%
Total	27,9%	17,2%	53,5%	1,4%	100,0%

Concernant l'offre des céréales sur les marchés, l'enquête fait ressortir une diminution dans le ravitaillement. En effet, au niveau de toutes les régions, au moins 60% des villages ont déclaré une baisse de l'offre par rapport au mois précédant l'enquête.

age des villages selon les régions

ent des marchés selon les villages enquêtés par rapport au
mois précédente

Région	Situation de l'offre			Total
	En baisse	Stable	En hausse	
Diffa	75,0%	25,0%	0%	100,0%
Dosso	77,8%	11,1%	11,1%	100,0%
Maradi	88,2%	2,9%	8,8%	100,0%
Tahoua	77,4%	6,5%	16,1%	100,0%
Tillabéry	66,0%	4,0%	30,0%	100,0%
Zinder	60,0%	5,7%	34,3%	100,0%
Niamey	71,4%	0%	28,6%	100,0%
Total	73,4%	6,1%	20,6%	100,0%

2.1.3 Marchés à bétail

Pour ce qui est des marchés à bétail, on observe une situation des prix à la limite équilibrée par rapport au mois précédant l'enquête. En effet, les prix étaient en hausse pour 44,2% et en baisse pour 43,7% des villages. Par rapport au même mois de l'année précédente, plus de la majorité des villages (60,7%) déclaraient les prix en hausse tandis qu'ils sont déclarés en baisse dans 20,6% des villages. Concernant la situation de l'offre des animaux sur les marchés par rapport au mois précédent, la majorité des villages (59%) déclaraient une diminution contre 36,2% des villages pour lesquels l'offre sur les marchés est beaucoup plus importante.

Plus de la moitié des villages des régions de Diffa (62,5%), Zinder (60%) et Maradi (53%) ont déclaré les prix des animaux en hausse par rapport au mois précédent. Cette situation comparée à la même période de l'année précédente est beaucoup plus favorable selon les villages enquêtés. En effet, au moins 50% des villages ont déclaré les prix favorables à l'éleveur dans toutes les régions, à l'exception de celles de Tillabéri et Niamey (42%).

Enfin, plus de la moitié des villages de la région de Tillabéri (56,5%) ont déclaré une augmentation de l'offre des animaux sur les marchés de la région. Dans toutes les autres régions, à l'exception de celle de Niamey, l'offre des animaux sur les marchés a diminué dans au moins 60% des villages enquêtés.

2.1.4 Conclusion sur l'appréciation qualitative de la situation alimentaire au niveau des villages

Les résultats de l'exploitation des questionnaires villages donnent une situation alimentaire globalement dégradée aussi bien par rapport au mois précédent (80,4% des villages) que par rapport à la même période de l'année précédente (65,6%). La situation est en amélioration par rapport au mois précédent dans 6% des villages enquêtés et dans 24,7% par rapport à la même période de l'année précédente.

de la situation alimentaire

Région	mois précédant l'enquête		Par rapport à la même période de l'année précédente	
	Dégradée	Beaucoup dégradée	Dégradé	Beaucoup dégradée
Diffa	75,0%	12,0%	87,5%	0%
Dosso	83,3%	0%	88,9%	0%
Maradi	76,5%	0%	61,8%	8,8%
Tahoua	77,4%	6,5%	61,3%	8,1%
Tillabéri	74,5%	5,9%	45,1%	9,8%
Zinder	71,4%	0%	57,1%	2,9%
Niamey	100%	0%	28,6%	-
Total	76,7	3,7%	59,1%	6,5%

Par rapport au mois précédant l'enquête, la situation alimentaire est dégradée dans plus de 70% des villages enquêtés, quelle que soit la région considérée. Dans la périphérie de Niamey, tous les villages l'ont qualifiée de dégradée. Elle est qualifiée de beaucoup dégradée dans 12% des villages enquêtés de Diffa, 6,5% de ceux de Tahoua et 5,9% de ceux de Tillabéri.

Par rapport à la même période de l'année précédente, la situation alimentaire est dégradée dans la plupart des villages de toutes les régions sauf celles de Tillabéri et Niamey. La dégradation est plus généralisée dans les régions de Dosso (88,9% des villages) et Diffa (87,5%). Une dégradation plus accentuée est observée dans certains villages de Maradi (8,8% des villages), Tahoua (8,1%), Tillabéri (9,8%) et Zinder (2,9%).

2.2 Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans

Sur le plan nutritionnel, 92,6% de villages ont déclaré qu'il y a des enfants malnutris de moins de 5 ans au sein de leurs communautés. Dans ces derniers, le nombre d'enfants malnutris de moins de 5 ans serait en augmentation dans 44,2% et stables dans 15,1% par rapport au mois précédant l'enquête. Par rapport à la même période de l'année précédente, le nombre des enfants malnutris serait en augmentation dans 39,9% des villages et stables dans 6,6% des villages.

ts de moins de 5 ans dans les villages (% des villages

Région	Présence des enfants malnutris de moins de 5 ans	Les enfants malnutris fréquentent t-ils les centres de récupération nutritionnelle ?		Raison non fréquentation des centres de récupération				
		Oui	Non	Centre éloigné	Manque de moyens financiers	Manque aliments thérapeutiques	Refus d'un des parents	Autres raisons
Diffa	100	62,5	37,5	0	0	0	100	0
Dosso	88,9	81,2	18,8	0	0	100	0	0
Maradi	100	100	0	0	0	0	0	0
Tahoua	88,7	92,7	7,3	60	0	20	0	20
Tillabéri	96,1	77,6	22,4	30	10	60	0	0
Zinder	88,6	83,9	16,1	100	0	0	0	0
Niamey	85,7	83,3	16,7	-	-	-	-	-
Total	92,6	86,4	13,6	40	5	45	5	5

Dans tous les villages enquêtés et dans toutes les régions, on note la présence des enfants malnutris notamment dans tous les villages enquêtés dans les régions de Diffa et de Maradi. Dans les autres régions, plus de 8 villages enquêtés sur 10 ont signalé la présence d'enfants malnutris.

Parmi les villages qui ont fait cas de malnutrition, 13,6% ne présentent pas leurs enfants dans les centres de récupération nutritionnelle. Cette situation est plus observée à Diffa (37,5% des villages), suivie de la périphérie de Niamey (16,7%), de Tillabéri (22,4%), de Dosso (18,8%) et de Zinder (16,1%). Deux principales raisons ont été données pour justifier la non fréquentation des centres de récupération nutritionnelle:

- i) le manque d'aliments thérapeutiques dans les centres de récupération nutritionnelle (45% des villages) ;
- ii) l'éloignement des centres de récupération nutritionnelle (40% des villages). Les raisons varient suivant les régions. Le refus de l'un des parents est la seule raison rapportée dans tous les villages de Diffa. Dans la région de Dosso, le manque des aliments thérapeutiques dans les centres de récupération nutritionnelle a été cité dans tous les villages où il y a des enfants malnutris comme la principale raison de non fréquentation. Dans la région de Zinder, l'éloignement des centres de récupération nutritionnelle a été cité par tous les villages où il y a des enfants malnutris comme une raison de la non fréquentation. Dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, l'éloignement des centres de récupération nutritionnelle et le manque des aliments thérapeutiques dans les centres de récupération nutritionnelle sont les principales raisons citées pour la non fréquentation.

La fréquentation des centres de récupération nutritionnelle par les enfants malnutris est plus élevée dans les régions de Maradi (100% des villages), de Tahoua (Plus de 9 villages sur 10), de Zinder, de Niamey et de Dosso (plus de 8 villages sur 10). Elle est, en revanche, beaucoup plus faible dans les régions de Diffa (6 villages sur 10) et de Tillabéri (moins de 8 villages sur 10).

Cette situation montre que les actions pour améliorer la fréquentation des enfants malnutris des centres de récupération nutritionnelle doivent être menées au cas par cas, tout en

e de proximité et en améliorant l'approvisionnement des existants en aliments thérapeutiques. L'accent doit être mis sur les parents surtout dans la région de Diffa.

Des 84% des villages qui présentent leurs enfants malnutris aux centres de récupération, 56,4% déclarent présenter tous les enfants malnutris tandis que 24,4% présentent plus de 50% des enfants, 7% en présentent 25% à 50% et 12,2% en présentent moins de 25%.

2.3 Conclusion situation nutritionnelle

La situation nutritionnelle des enfants s'est sensiblement améliorée selon les résultats des focus groupes organisés dans les villages enquêtés. En effet, la majorité des villages estimaient une amélioration de la situation nutritionnelle des enfants aussi bien par rapport au mois précédent (43,3% des villages) que par rapport à la même période de l'année précédente (52,6% des villages). Toutefois, cette embellie d'ensemble ne doit pas cacher la dégradation de la situation nutritionnelle dans certaines poches. Les régions les plus affectées par rapport à la même période de l'année précédente sont : les villages périphériques de Niamey (57,1%), Maradi (52,9%) et Diffa (50%). Le tableau ci-après donne l'appréciation faite par les villageois de la situation nutritionnelle des enfants par rapport au même mois de l'année précédente.

Tableau 17: Situation nutritionnelle des enfants par rapport au même mois de l'année précédente

Région	Situation nutritionnelle des enfants				Total
	Améliorée	Stable	Dégradée	Beaucoup dégradée	
Diffa	25,0%	25,0%	50,0%		100,0%
Dosso	38,9%	33,3%	27,8%		100,0%
Maradi	35,3%	11,8%	52,9%		100,0%
Tahoua	55,0%	11,7%	33,3%		100,0%
Tillabéri	37,3%	21,6%	39,2%	2,0%	100,0%
Zinder	54,3%	5,7%	40,0%		100,0%
Niamey	14,3%	28,6%	57,1%		100,0%
Total	43,7%	16,0%	39,9%	,5%	100,0%

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Malgré deux années successives de bonne production agricole (2005 et 2006) et une production moyenne en 2007, le pays est confronté à une insécurité alimentaire localisée dans plusieurs poches compte tenu de la conjonction de plusieurs facteurs défavorables. Il y a tout d'abord les déficits de production localisés dans plusieurs zones à travers le pays, liés soit aux interruptions précoces des pluies, soit aux inondations, soit à la pauvreté des sols. Ensuite l'accès à la nourriture constitue le principal problème pour une très grande partie de la population lié principalement à la pauvreté. Pour ces ménages, la hausse des prix des céréales constitue un facteur de détérioration important de leur situation alimentaire et nutritionnelle dans les prochains mois.

Les résultats de l'enquête montrent que 12% de la population sont en insécurité alimentaire sévère contre 9% en novembre 2006. L'insécurité alimentaire modérée touche 22% de la population contre 21% en 2006.

Ces résultats indiquent une légère dégradation de la situation alimentaire par rapport à la même période de l'année précédente. On note ainsi une augmentation de la proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère qui passe de 9% en novembre 2006 à 12% en décembre 2007. En revanche, la proportion de ménages en insécurité alimentaire modérée est restée presque au même niveau 22% contre 21%.

En dehors de chocs exogènes graves qui peuvent contribuer à une détérioration rapide de la situation alimentaire, le reste de la population, soit 67% des ménages (7 ménages sur 10) peuvent couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes.

Toutes les régions sont touchées par cette insécurité alimentaire principalement en milieu rural, mais le phénomène touche de plus en plus le milieu urbain.

L'insécurité alimentaire sévère affecte plus les régions de Tillabéri (17,0% de la population), Dosso (13,9% de la population), Maradi (11,6% de la population). Des ménages de la ville d'Agadez (13,9%) et des villages périphériques de la ville de Niamey (18,4% de la population) souffrent également d'une insécurité alimentaire sévère. Par rapport à Novembre 2006, la proportion de la population en insécurité alimentaire sévère a augmenté dans toutes les régions en dehors de celle de Tahoua où on a enregistré une baisse.

Les départements où les plus fortes proportions de la population en insécurité alimentaire sévère sont enregistrées sont celles de Ouallam (33,0% de la population), de Kollo (24,7% de la population), de Dakoro (18,7% de la population), de Filingué (15,5% de la population), de Keita (15,2% de la population), de Guidan Roumdji (16,0% de la population), de Dogondoutchi (13,1% de la population), de Magaria (13,0% de la population).

Le milieu rural avec 12,7% de la population contre 6,1% en milieu urbain est le plus touché par l'insécurité alimentaire sévère. Suivant les zones agro écologiques, les zones agro pastorale et pastorale sont les plus affectées par l'insécurité alimentaire sévère avec respectivement 13,1% et 13,1% de la population contre 10,8% de la population dans la zone agricole.

à faire face aux chocs se sont détériorées depuis la
 on un ménage sur deux continue de s'endetter pour
 s.

En référence au Plan National de Contingence « Volet Sécurité Alimentaire » adopté par le Gouvernement en janvier 2008, ce niveau d'insécurité alimentaire correspond au SCENARIO 1 « situation d'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle modérée ». Il traduit un premier niveau de détérioration de la situation alimentaire et/ou nutritionnelle et nécessite la mise en œuvre d'actions d'atténuation de crises alimentaires localisées. Il doit conduire à la mise en œuvre d'activités de suivi de la situation et d'actions d'atténuation. Toutefois, la situation dans certains départements comme Ouallam atteint le seuil du SCENARIO 2 qui traduit une « situation d'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle critique » pour laquelle les mesures d'assistance d'urgence de plus grande envergure doivent être prises.

A cet effet, les programmes d'atténuation et de renforcement des capacités des ménages à faire face aux chocs en cours dans le pays doivent se poursuivre. Des actions ciblées sur les populations les plus vulnérables telles que le cash for work, le food for work, les banques de céréales, la vente de céréales à prix modéré, les micro crédits, les programmes de distribution de semences doivent être initiées dans les zones les plus affectées dans le très court terme. Une attention particulière doit être apportée à l'évolution de la situation alimentaire dans les régions d'Agadez et Diffa en raison des risques élevés qui affectent leurs moyens de subsistance.

Au regard du caractère structurel et conjoncturel de l'insécurité alimentaire au Niger, les options d'assistance doivent répondre à la fois aux besoins à court et moyen termes des populations vulnérables. Le type et les modalités de l'assistance devront être définis conformément au Plan national de Contingence.

Mesurer la sécurité alimentaire des ménages est un défi auquel font face les humanitaires, les acteurs de développement et les universitaires depuis plusieurs années. La complexité du phénomène ainsi que sa grande variabilité dans le temps et l'espace rendent difficile toute harmonisation à une échelle universelle. Toutefois, ces dernières années, des efforts substantiels ont été faits pour développer des outils adaptés aux besoins et aux spécificités locales sans pour autant se traduire en méthodes standard et universelles. Au Niger, la mesure de la vulnérabilité a été très longtemps bâtie autour de la production et du déficit agricole sous forme de calcul d'une note de vulnérabilité avec un système de pondération et de seuils par rapport auxquels la sévérité de la situation alimentaire est appréciée. Les récentes recherches sur la sécurité alimentaire ont montré la nécessité de prendre en compte non seulement la disponibilité mais également l'accès des ménages ainsi que l'utilisation des aliments. Depuis 2005, plusieurs améliorations ont été apportées à l'identification des populations vulnérables notamment par la réalisation d'une enquête ménages préalable. Ces enquêtes couvrent plusieurs aspects dont les moyens de subsistance, les dépenses et les revenus, les stratégies développées, la qualité et la diversité des aliments consommés des ménages ainsi que la consommation alimentaire des enfants de moins de 24 mois.

La démarche analytique adoptée pour la détermination des populations en insécurité alimentaire basée sur l'analyse des résultats de ces enquêtes peut être résumée en 5 étapes. i) identification des indicateurs d'analyse qui reflètent les 3 dimensions d'analyse de la sécurité alimentaire, ii) une analyse statistique multidimensionnelle des indicateurs retenus, iii) une classification statistique des ménages par rapport aux différents indicateurs retenus en se fondant sur les résultats obtenus à la deuxième ; iv) un regroupement de la classification obtenue en groupes homogènes suivant une échelle de sévérité (sévère, modérée, à risque, en sécurité alimentaire) v) une caractérisation des différents groupes obtenus en se basant sur les caractéristiques socio économiques, les moyens de subsistance des ménages, etc

Il faut noter que plusieurs options d'analyses sont développées dans la littérature. L'approche par la mesure des kilocalories avec des seuils en dessous duquel un ménage est considéré comme en insécurité alimentaire est utilisée dans plusieurs études de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Dans la pratique, il est toujours très délicat de mesurer avec une certaine exactitude les quantités consommées par les ménages au cours d'une période donnée. Seules les enquêtes à passages multiples telles que les enquêtes budget consommation permettent d'entreprendre une telle démarche. Or ces enquêtes sont très lourdes, très coûteuses et demandent beaucoup de temps. Une autre famille d'approche méthodologique est regroupée sous le thème « d'économie alimentaire des ménages » qui varie beaucoup suivant les options et les institutions. Malgré la pertinence et la validité de ces méthodes, elles restent très limitatives à une échelle nationale. Par exemple le « Household Economie Approche » combine une approche qualitative et une approche quantitative qui demande un regroupement à priori des ménages sur une échelle de pauvreté. Elle exige qu'une étude qualitative soit préalablement menée dans la zone d'étude.

Pour atténuer toutes ces difficultés, plusieurs approches sont développées dans la littérature pour servir d'indicateurs proxy de mesures de la sécurité alimentaire. Les quantités consommées seraient par exemple très liées à la fréquence et à la diversité du régime alimentaire. L'utilisation d'un indicateur basé sur le score de consommation au cours des

la semaine précédant l'enquête est par exemple retenue comme la situation courante. De même dans la littérature, le "coping" (la survie) est également citée comme un bon indicateur proxy de la sécurité alimentaire des ménages. Si ces indicateurs proxy sont très pertinents dans certains contextes (les populations déplacées, les camps de réfugiés) ou des évaluations sur une communauté donnée, ils le sont moins dans un contexte de vulnérabilité conjoncturelle ou structurelle comme celui du sahel. Par exemple l'utilisation de certaines stratégies est devenue normale à certaines périodes de l'année. De même après les récoltes les ménages ont tendance à avoir des scores de consommation alimentaire très élevés sans pour autant que cela traduise une certaine amélioration de la qualité des aliments consommés. Le bétail joue également un rôle central dans la sécurité alimentaire des ménages sahéliens dont il faut tenir compte dans l'analyse. De plus l'objectif des enquêtes menées après les récoltes est non seulement de mesurer la situation alimentaire courante, mais également de faire une projection dans les prochains mois. Les résultats sont généralement utilisés pour mettre en œuvre des actions d'atténuation au profit des populations les plus vulnérables qui sont généralement mises en œuvre 3 à 4 mois après l'enquête. De ce fait les critères de ciblage doivent tenir compte de la capacité future des ménages à faire face aux difficultés alimentaires.

Dans ce contexte, combiner les différentes dimensions d'analyse permettrait de tenir compte de tous ces aspects et refléterait mieux ainsi la situation alimentaire dans le pays. Une combinaison de ces indicateurs fondée sur un système de pondération serait à priori appropriée. Mais la difficulté majeure qui découle de la réponse à cette approche est de savoir quel poids doit-on accorder à chaque indicateur?. Un tel système de pondération, s'il existe devrait être validé à une échelle internationale et nationale. Ce qui n'est malheureusement pas le cas. Des techniques statistiques avancées permettent de résoudre ce problème. Une analyse en composantes principales sur les indicateurs d'analyse permet de synthétiser l'information en de nouvelles variables qui sont des combinaisons linéaires des anciennes. Ces nouvelles variables sont exprimées dans une même unité. Les ménages sont ensuite classés suivant les valeurs qu'ils obtiennent par rapport à ces nouvelles variables.

Indicateurs utilisés dans le cadre de l'analyse de la vulnérabilité de janvier 2008

Indicateurs directs pour l'analyse multidimensionnelle

- 1) Score de consommation alimentaire (accès /utilisation) ;
- 2) Proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales (accès) ;
- 3) Durée des stocks (disponibilité à l'échelle du ménage ou accès) ;
- 4) Possession de bétail exprimé en UBT (accès) ;
- 5) Indice de stratégie de survie (accès)

Indicateurs indirects

- 6) Revenus des ménages ;
- 7) Dépenses totales ;
- 8) Pouvoir d'achat en équivalent mil

Les indicateurs indirects sont utilisés pour d'une part mieux interpréter les résultats obtenus en faisant une analyse en composantes principales sur les indicateurs directs, et d'autre part, pour valider les classes obtenues et faire des réajustements si possibles. Par exemple, un

consommation alimentaire très faible mais disposer beaucoup
disposer d'un pouvoir d'achat élevé.

Calcul des indicateurs

Le score de consommation alimentaire

Les différents aliments consommés au cours de la semaine précédant l'enquête sont regroupés en 8 groupes d'aliments. Chaque groupe avec un poids donné détermine la valeur énergétique du groupe. Ces groupes sont 1) Céréales et tubercule (coéf. de pond = 2), 2) Légumineuses (coéf. de pond = 3), 3) Feuilles et légumes (coéf. de pond = 1), 4) Fruit (coéf. de pond = 1), 5) Protéine animale (coéf. de pond = 4) 6) Lait et produits laitiers (coéf. de pond = 4), 7) Sucre (coéf. de pond = 0.5), 8) Huile (coéf. de pond = 0.5). Le nombre de jours où un groupe donné a été consommé (maximum = 7) est multiplié par le coefficient de pondération du groupe. La somme des groupes pondérés constitue le score de consommation alimentaire. Le score maximum ainsi calculé correspond à 112. Un ménage est en insécurité alimentaire sévère s'il a un score de consommation alimentaire inférieur à 28 et un ménage est en insécurité alimentaire modérée s'il a un score compris entre 28 et 42. Cet indicateur est souvent utilisé comme un indicateur proxy de la sécurité alimentaire courante des ménages dans les systèmes de suivi.

La proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales ;

Les dépenses alimentaires des ménages sont calculées par rapport au 30 derniers jours. Elles incluent la valorisation au prix du marché des aliments autoconsommés par les ménages. Par exemple si un ménage a consommé 20 Kg de mil au cours des 30 derniers jours, la valeur monétaire correspondante à cette quantité a été enregistrée. Cette valorisation permet de ne pas se limiter uniquement aux dépenses en cash des ménages. Certaines dépenses non alimentaires comme le bois de chauffe, le gaz, le pétrole, le savon ont également été évaluées au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Les autres dépenses non alimentaires telles que l'habillement, l'éducation, la santé ont été évaluées sur les 12 derniers mois précédant l'enquête. La proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est obtenue en divisant les dépenses alimentaires globales par les dépenses totales du ménage, c'est-à-dire les dépenses alimentaires et non alimentaires exprimées en pourcentage.

La durée des stocks

Il a été demandé à tous les ménages agricoles ou non la durée en mois que peut couvrir leurs stocks alimentaires présents au moment de l'enquête. Ces stocks sont constitués à partir des achats sur le marché, des dons ou des aides, ou à partir de la propre production.

Possession de bétail exprimée en UBT.

Le nombre de bétail possédé est exprimé en unité de bétail tropical. Un UBT correspond à un bœuf de 250 Kg ; Cette conversion permet d'ajouter les bœufs, les moutons, les chèvres

Indice de stratégie de survie

Il existe plusieurs variantes de l'indice de stratégie de survie. Il est de plus en plus utilisé comme un bon indicateur proxy de l'accès des ménages. C'est un indicateur composite

stratégies utilisées par un ménage donné. Puisque certaines autres, un système de pondération est utilisé. Ensuite il quelle une stratégie donnée est utilisée. Des modules de questionnaire et des systèmes de pondération standard sont de plus en plus développés pour le calcul de l'indice de stratégie de survie.

Le tableau 18 ci dessous donne les différentes stratégies utilisées, les fréquences ainsi que les poids accordés.

Tableau 18 : Stratégies utilisées, fréquences et pondérations.

N°	Stratégies	Fréquence	Poids (échelle de sévérité allant de 1 à 4)
1	Manger des aliments moins préférés	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon universelle)
2	Recours à l'emprunt pour acheter des aliments	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	2 (pondération définie de façon universelle)
3	Contraint de manger tous les jours la même chose	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon spécifique)
4	Diminuer le nombre de repas par jour	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon universelle)
5	Diminuer la quantité de la ration journalière	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon universelle)
6	Passer toute une journée sans manger	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	4 (pondération définie de façon spécifique)
7	Se coucher le soir sans manger parce qu'il n'y avait pas à manger	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	4 (pondération définie de façon spécifique)
8	Inquiet par le fait de ne pas trouver à manger	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	1 (pondération définie de façon spécifique)
9	Manque de nourriture dans la maison parce qu'il n'y avait pas de moyens pour en avoir	1- Rarement 2- Parfois 3- Souvent	3 (pondération définie de façon spécifique)

L'indice est calculé en multipliant la fréquence par le poids. Les ménages qui n'ont pas utilisé une stratégie donnée ont un score de 0 pour cette stratégie. Dans le contexte de cette enquête, une consigne a été donnée aux enquêteurs de considérer les fréquences suivantes: Rarement : 1 à 2 fois par mois. Parfois : 3 à 4 fois par mois. Souvent : Plus de 4 fois par mois.

Le revenu des ménages.

Il a été demandé aux ménages d'évaluer leurs revenus en cash au cours des 12 derniers mois par rapport à chaque source de revenus. Le montant total constitue le revenu annuel en cash du ménage. Ils incluent le revenu de tous les membres actifs du ménage. Ce revenu est ensuite calculé par jour et par tête.

Les dépenses totales;

C'est la somme des dépenses alimentaires et non alimentaires (cf ci-dessus) rapportées par tête et par jour.

ont divisées par le prix du kg de mil en janvier 2008 pour obtenir les quantités, c'est-à-dire si le ménage devrait affecter tout son revenu (approché par les dépenses) à l'achat de mil, quelle quantité pouvait-il acheter. Ces quantités sont ensuite divisées par la taille du ménage et par 231 (correspondant à une hypothèse de consommation de mil par an et par personne en kg) pour obtenir à peu près le pouvoir d'achat du ménage en équivalent mil.

Limites de la méthode

Si cette méthodologie permet de tenir compte des différentes dimensions d'analyse de la sécurité alimentaire avec une validité scientifique, elle demande une certaine expertise technique dans la manipulation, le traitement et l'interprétation des données. De plus, il n'existe pas des seuils standard en dessous duquel un ménage peut être considéré comme en insécurité alimentaire. Des pseudos seuils sont cependant calculés par le logiciel d'analyse qui permet d'opérer une séparation entre les différentes catégories d'insécurité alimentaire. En outre, les classes obtenues sont généralement trop nombreuses et l'analyste doit opérer des regroupements en un nombre plus restreint de classes (4 classes dans ce cas), ce qui demande également une expertise et une bonne connaissance du milieu. Le regroupement est fait par une équipe d'experts issus de plusieurs structures ayant une bonne culture des questions de sécurité alimentaire afin d'aboutir à une classification admise de tous.

sur la vulnérabilité alimentaire des ménages le décembre 2007

Note méthodologique¹⁰

Les différentes recherches dans le domaine de la sécurité alimentaire au cours des ces dernières années ont montré que la fréquence et la diversité du régime alimentaire est un bon indicateur proxy pour mesurer la sécurité alimentaire au niveau des ménages à défaut de pouvoir collecter les informations sur les quantités consommées. Dans le cadre de cette enquête, un module du questionnaire a été développé pour collecter la fréquence de différents produits consommés au cours de la semaine précédant l'enquête. Il faut noter que les quantités consommées n'ont pas été prises en compte dans cette analyse. Par exemple, un ménage peut consommer le lait et les produits laitiers tous les jours mais en très petite quantité. (Voir annexe)

Les différents aliments consommés au cours de la semaine précédant l'enquête sont regroupés en 8 groupes d'aliments. Chaque groupe avec un poids donné déterminé suivant la densité en micronutriments du groupe. Ces groupes sont 1) Céréales et tubercule (coéf. de pond = 2), 2) Légumineuses (coéf. de pond = 3), 3) Feuilles et légumes (coéf. de pond = 1), 4) Fruit (coéf. de pond = 1), 5) Protéine animale (coéf. de pond = 4) 6) Lait et produits laitiers (coéf. de pond = 4), 7) Sucre (coéf. de pond = 0.5), 8) Huile (coéf. de pond = 0.5). Le nombre de jours où un groupe donné a été consommé (maximum = 7) est multiplié par le coefficient de pondération du groupe. La somme pondérée des groupes constituent le score de consommation alimentaire. Le score maximum ainsi calculé correspond à 112. Un ménage a une consommation alimentaire pauvre quand son score de consommation alimentaire est inférieur à 28, une consommation alimentaire limite si son score de consommation alimentaire est compris entre 28 et 42 et une consommation alimentaire acceptable quand son score est supérieur à 42. Les seuils ont été déterminés à partir d'études préalables (Voir WFP/VAM : food consumption analysis).

Tableau 19 : Evolution du bilan céréalier de 1987 à 2007

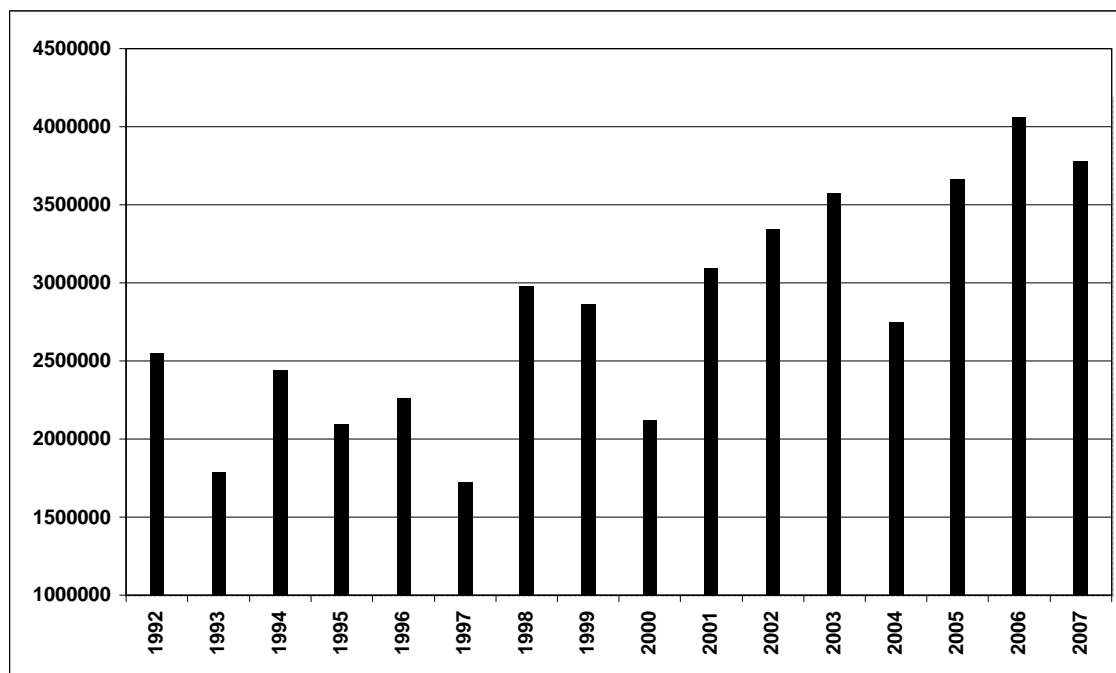
Année	Production brute par habitant (Kg)	Production disponible/ha- bitant (Kg)	Importation de céréale/habita- nt (kg)	Aide alimentaire/h- abitant (kg)	Stock initial /habitant (Kg)	Stock final/habita- nt (Kg)	Stock moyen détenu/habitan- t (kg)
1987/88	198	166	16	9	9	5	7
1988/89	321	271	10	4	5	41	23
1989/90	240	203	14	4	40	19	30
1990/91	178	157	45	9	19	15	17
1991/92	287	250	11	1	14	20	17
1992/93	264	224	17	14	20	20	20
1993/94	211	177	9	2	19	20	20
1994/95	277	235	7	1	20	27	23
1995/96	232	196	35	0	26	27	26
1996/97	243	205	27	1	26	1	14
1997/98	180	152	63	2	1	3	2
1998/99	304	257	29	2	3	8	5
1999/00	285	241	35	1	8	3	6
2000/01	205	173	61	1	3	2	2
2001/02	291	247	26	3	2	3	3
2002/03	306	259	13	0	3	12	7
2003/04	303	257	17	0	11	8	9
2004/05	226	191	36	7	8	3	5
2005/06	283	240	22	3	3	6	4
2006/07	303	256	17	1	6	12	9
*							

Source: CILSS/AGRHYMET/FEWS NET

Tableau 20 : Evolution de la production brute de céréales

Année	Production brute de céréale en tonne	Taux de croissance de la production brute	Production brute per capita en Kg	Taux de croissance de la production brute per capita
1992	2,548,000		307.7	
1993	1,787,000	-30%	208.2	-32%
1994	2,440,000	37%	274.4	32%
1995	2,093,000	-14%	225.3	-18%
1996	2,261,000	8%	243.5	8%
1997	1,721,000	-24%	179.8	-26%
1998	2,979,000	73%	301.8	68%
1999	2,861,000	-4%	281.1	-7%
2000	2,122,000	-26%	202.2	-28%
2001	3,094,000	46%	279.7	38%
2002	3,341,500	8%	299.6	7%
2003	3,575,300	7%	310.9	4%
2004	2,747,100	-23%	231.7	-25%
2005	3,664,709	33%	290.2	25%
2006	4,059,123	11%	302.9	4%
2007	3,959,506	-2%	286.0	-6%
Moyenne	2,828,327	7%	264.1	3%

Graphique 10 : Evolution de la production brute céréalière de 1992 à 2007 (tonnes)



ales en cash selon les postes

Répartition des dépenses totales en cash des ménages selon les postes

